

# RAPPORTS PUBLICS 2017-2018

MONITORING DES MEDIAS :

- PRESSE ECRITE ET EN LIGNE
- AUDIOVISUEL



# RAPPORTS PUBLICS 2017-2018

## MONITORING DES MEDIAS :

- + PRESSE ECRITE ET EN LIGNE
- + AUDIOVISUEL



✉ : CSC 01 - 6618 OUAGADOUGOU - 01

📍 : 290, Avenue du 11 Décembre

📞 : +226 50301124

📠 : +226 50301133

✉ : bpcsc@yahoo.fr

🌐 : www.csc.bf

🇸🇳 : BURKINA FASO





RAPPORT PUBLIC  
**2017**





## SOMMAIRE

<b>SOMMAIRE</b> .....	<b>7</b>
<b>SIGLES ET ABREVIATIONS</b> .....	<b>9</b>
<b>AVANT PROPOS</b> .....	<b>12</b>
<b>PREMIERE PARTIE : ACTIVITES DE REGULATION DES MEDIAS</b> .....	<b>16</b>
<b>CHAPITRE I : ACTIVITES DE REGULATION</b> .....	<b>18</b>
<b>SECTION 1 : REGULATION DE L'OFFRE MEDIATIQUE</b> .....	<b>18</b>
<b>SECTION 2 : SUIVI DU FONCTIONNEMENT DES MEDIAS</b> .....	<b>20</b>
<b>CHAPITRE II : MONITORING DE LA PRESSE ECRITE, DES MEDIAS AUDIOVISUELS ET DE LA PRESSE EN LIGNE</b> .....	<b>22</b>
<b>SECTION 1: LE MONITORING PAR CATEGORIE DE MEDIAS</b> .....	<b>24</b>
<b>SECTION 2 : GESTION DU DISCOURS POLITIQUE PENDANT LES ELECTIONS MUNICIPALES PARTIELLES COMPLEMENTAIRES DU 28 MAI 2017</b> .....	<b>51</b>
<b>CHAPITRE III : MANQUEMENTS DANS LA PRATIQUE PROFESSIONNELLE DES MEDIAS ET CONTENTIEUX</b> .....	<b>53</b>
<b>SECTION 1 : MANQUEMENTS CONSTATES DANS LE CADRE DES AUTO-SAISINES ET DES SAISINES</b> .....	<b>53</b>
<b>SECTION 2 : LE CONTENTIEUX</b> .....	<b>61</b>
<b>CHAPITRE IV : SUIVI ET ACCOMPAGNEMENT DES MEDIAS</b> .....	<b>65</b>
<b>SECTION 1 : MISSIONS DE FORMATION ET DE SENSIBILISATION</b> .....	<b>65</b>
<b>SECTION 2 : MISSIONS DE CONTROLE</b> .....	<b>67</b>
<b>DEUXIEME PARTIE : RENCONTRES, COOPERATION ET PARTENARIAT</b> .....	<b>70</b>
<b>CHAPITRE I : RENCONTRES AU PLAN NATIONAL</b> .....	<b>72</b>
<b>SECTION 1 : LES VISITES DE TRAVAIL AVEC LES PARTENAIRES DU CSC</b> .....	<b>72</b>
<b>CHAPITRE II : COOPERATION ET PARTENARIAT</b> .....	<b>78</b>
<b>SECTION 1 : COOPERATION MULTILATERALE</b> .....	<b>78</b>
<b>SECTION 2 : COOPERATION BILATERALE</b> .....	<b>81</b>
<b>TROISIEME PARTIE : GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE</b> .....	<b>82</b>
<b>CHAPITRE I : GESTION DES RESSOURCES HUMAINES</b> .....	<b>84</b>
<b>SECTION 1 : GESTION ADMINISTRATIVE</b> .....	<b>84</b>
<b>SECTION 2 : RENFORCEMENT DES CAPACITES ET DISTINCTIONS HONORIFIQUES</b> .....	<b>87</b>

CHAPITRE II : GESTION FINANCIERE ET MATERIELLE .....	89
<b>SECTION 1 : GESTION FINANCIERE.....</b>	<b>89</b>
<b>SECTION 2 : RESSOURCES MATERIELLES .....</b>	<b>92</b>
QUATRIEME PARTIE : ACQUIS, PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS .....	95
CHAPITRE I : ACQUIS .....	97
<b>SECTION 1 : DU POINT DE VUE DE LA CONTRIBUTION A L'APAISEMENT DU CLIMAT SOCIAL.....</b>	<b>97</b>
<b>SECTION 2 : DU POINT DE VUE DU DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL .....</b>	<b>97</b>
CHAPITRE II : PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS .....	101
<b>SECTION 1 : PERSPECTIVES .....</b>	<b>101</b>
<b>SECTION 2 : RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>102</b>
CONCLUSION.....	103
TABLE DES MATIERES .....	104
ANNEXES.....	109

## SIGLES ET ABBREVIATIONS

ADF/RDA	Alliance pour la Démocratie et la Fédération/Rassemblement Démocratique Africain
AJIR	Alliance des jeunes pour l'indépendance et la République
AN	Assemblée Nationale
ARCEP	Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes
ARDI	Alliance pour la Renaissance, la Démocratie et l'intégration
ASIA	Association du Succès Islamique de l'Appel
BBDA	Bureau Burkinabè du Droit d'Auteur
CAIDES	Comité d'Appel Islamique et de Développement Socio-économique
CDP	Congrès pour la Démocratie et le Progrès
CDS	Convergence pour la Démocratie Sociale
CED	Convergence pour l'Emergence et le Développement
CMCIS	Centre Médical Curatif International des Sinusites
CORA/BF	Coalition pour la Renaissance Artistique au Burkina Faso
CSC	Conseil Supérieur de la Communication
DAF	Direction de l'Administration et des Finances
DCRP	Direction de la Communication et des Relations Publiques
DDAA	Direction de la Documentation et des Archives Audiovisuelles
DGCOOP	Direction Générale de la Coopération
DGOME	Direction Générale de l'Observatoire des Médias
DMP	Direction des Marchés Publics
DRE	Délégation Régionale de l'Est
DRH	Direction des Ressources Humaines
DRO	Délégation Régionale de l'Ouest
FDS	Forces de Défense et de Sécurité
FESPACO	Festival Panafricain du Cinéma et de la Télévision de Ouagadougou
FM	Frequency Modulation
HAAC/TOGO	Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication du Togo
HAC/GUINNEE	Haute Autorité de la Communication / Guinée
HACA/MAROC	Haute Autorité de la Communication et de l'Audiovisuel du Maroc
HMS	HACA Média Solutions



L'Autre Burkina/PSR	L'Autre Burkina/Parti pour le Socialisme et la Refondation
MPP	Mouvement du Peuple pour le Progrès
NAFA	Nouvelle Alliance du Faso
NI	Nombre d'images
NL	Nombre de lignes
NP	Nombre de pages
NTD	Nouveau Temps pour la Démocratie
OBM	Observatoire Burkinabè des Médias
ODT	Organisation pour la Démocratie et le Travail
PAREN	Parti de la Renaissance Nationale
PARIS	Parti Républicain pour l'Intégration et la Solidarité
PCN	Parti pour la Cohésion Nationale
PDC	Parti pour le Développement et le Changement
PDG	Président-Directeur Général
PDP/PS	Parti pour la Démocratie et le Progrès/Parti Socialiste
PDS/METBA	Parti pour la Démocratie e le Socialisme/Parti des Bâtisseurs
PITJ	Parti de l'Indépendance, du Travail et de la Justice
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPR	Parti du peuple Républicain
PS/BURKINA	Parti Socialiste/Burkina
PUND	Parti pour l'Unité Nationale et le Développement
RECIT	Renouveau Citoyen
RP	Représentant Provincial
RPF	Rassemblement des Patriotes pour le Faso
RPR	Rassemblement des Patriotes pour le Renouveau
RTB	Radio Télévision du Burkina
SBT	Société burkinabè de Télédiffusion
SG	Secrétariat Général
SIAO	Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou
TA	Temps d'antenne
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
TNT	Télévision Numérique Terrestre
TP	Temps de parole
UBESTV	Union Burkinabè des Editeurs privés des Services de Télévision
UBN	Union pour un Burkina Nouveau



UDR/R	Union Démocratique Burkinabè pour la Renaissance
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest- Africaine
UFC	Union des Forces Centristes
UFP	Union des Forces Progressistes
UNDD	Union Nationale pour la Démocratie et le Développement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UPC	Union pour le Progrès et le Changement
UPR	Union pour la République
URD/MS	Union pour la Renaissance Démocratique/ Mouvement Sankariste
URDB	Union pour la Renaissance Démocratique du Burkina Faso





## **AVANT PROPOS**

Mon élection comme Président du CSC par le nouveau Collège des Conseillers, entérinée par décret présidentiel, avait suscité au départ quelques réserves de certains acteurs professionnels et sociopolitiques.

J'avais mesuré, en acceptant cette charge, l'ampleur de la mission et des défis à relever.

Mais je savais aussi et surtout compter sur mes pairs, des personnalités aux profils diversifiés qui, dans le cadre de la responsabilité collégiale, m'accompagneraient pour réussir la mission.

La nécessité de transcender les clivages qui avaient marqué le fonctionnement du précédent collège des conseillers dès son installation en 2014, et dont le prolongement s'est révélé être la manifestation d'une crise profonde, a permis au nouveau collège de :

- procéder à un diagnostic sans complaisance des causes du dysfonctionnement du Conseil supérieur de la communication constaté en 2017 ;
- prendre des mesures appropriées pour ramener la cohésion sociale ;
- restaurer la légitimité sociale du Conseil supérieur de la communication, gravement compromise par la crise ;
- lancer la procédure d'acquisition immédiate de matériels techniques performants pour le monitoring des médias.
- renforcer la coopération bilatérale et multilatérale.

Il s'est agi, en réalité d'une œuvre de refondation de l'Institution, dont l'appréciation revient à nos mandats et à l'opinion publique.

Il n'en demeure pas moins que l'action du présent Collège vient poser de nouveaux jalons sur les solides fondations construit par nos devanciers. C'est le lieu pour moi de féliciter le précédent Collège des conseillers qui, malgré les difficultés auxquelles il s'est confronté, a engrangé des résultats appréciables dont le présent rapport rend compte.

Dans la dynamique de l'histoire, l'évolution des Peuples et des Institutions socio-politiques demeure émaillé par des crises épisodiques. L'essentiel étant, me semble-t-il, d'en tirer les leçons pour l'avenir.

Après les acquis enregistrés par le nouveau collège des conseillers en 2018, son regard est désormais tourné vers les défis à venir. Ils portent notamment sur :

- la relance optimale des activités de régulation des médias par l'acquisition de matériels techniques performants ;
- l'accompagnement du processus de passage à la TNT qui comporte d'énormes enjeux aux plans technique, professionnel, économique, politique et socioculturel ;
- les échéances électorales de 2020.

Le ferme engagement du nouveau Collège des Conseillers et la forte adhésion du personnel à notre vision constitue, à cet égard, un gage de succès de la réussite de ma mission.

Le Président  
**Maître Sohanla Mathias TANKOANO**  
*Commandeur de l'Ordre de l'Étalon*

## INTRODUCTION

Le Conseil supérieur de la communication a connu en 2017 une crise dans son fonctionnement aux origines historiques, induites par une impréparation de la permanence des Conseillers, une divergence d'interprétations du rôle du Vice-président, et une mauvaise articulation des relations fonctionnelles entre le Collège des Conseillers et les services administratifs du CSC.

En effet, il est intervenu dès l'installation des membres du Conseil le 12 septembre 2014, outre les péripéties qui ont marqué l'élection de Madame Nathalie SOME comme Présidente du CSC, une divergence d'approches du fonctionnement du Conseil dans un contexte de permanence des Conseillers. Cette permanence visait la disponibilité totale des membres du Conseil dans la prise en charge des dossiers de la régulation des médias, antan élaborés par les services techniques, et soumis à l'appréciation du Collège des Conseillers.

Ces divergences d'approche avaient conduit à une scission au sein du Conseil, laquelle s'était déportée au niveau du personnel.

Depuis la création du CSC en 1995, le personnel administratif était toujours demeuré en retrait de la dynamique du fonctionnement du Collège des Conseillers s'il n'était interpellé que sur les dossiers techniques qu'ils avaient élaborés.

La prise de position de certains cadres et agents dans la scission au sein du Collège a exacerbé la crise et détérioré la cohésion sociale.

Malgré ces clivages, les activités de régulation se sont poursuivies, avec des difficultés liées à l'absence et/ou à la défaillance des équipements techniques de monitoring.

C'est donc a minima que ces activités de régulation des médias ont été conduites.

Le rapport 2017 s'articule autour des principales activités ordinaires de régulation et d'encadrement des médias, de coopération et de partenariat.

La gestion administrative et financière constitue une autre composante de ce rapport qui débouche sur les acquis, perspectives et recommandations.







# PREMIERE PARTIE

## ACTIVITES DE REGULATION DES MEDIAS



## CHAPITRE I : ACTIVITES DE REGULATION

### SECTION 1 : REGULATION DE L'OFFRE MEDIATIQUE

Le Conseil supérieur de la communication a, conformément aux missions qui lui sont dévolues par la loi, accompli principalement des activités de monitoring des médias, et celles relatives au suivi de leur fonctionnement.

#### Paragraphe 1 : Octroi d'autorisation et signature de conventions

##### 1. Octroi d'autorisation

Plusieurs demandes de fréquences de personnes privées et publiques en vue de la création de stations de radiodiffusion ont été enregistrées au cours de l'année 2017.

Pour les personnes morales de droit privé, compte tenu du principe d'appel à candidatures qui préside à l'attribution des fréquences pour cette catégorie d'opérateurs, aucune fréquence n'a été octroyée en 2017, en dehors de celle à la radio Médil du Royaume du Maroc entrant dans la catégorie des sociétés des radiodiffusions à vocation internationale.

S'agissant des personnes morales de droit public, notamment les communes, le CSC a reçu plusieurs demandes de création de radios. Toutefois, il n'y a pas eu d'autorisation, compte tenu de la saturation de la bande FM relevée par les services de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP).

De même, il n'y a pas eu d'octroi d'autorisations aux sociétés de rediffusion de programmes audiovisuels à péage.



Photo de famille de la délégation de la Radio Medi 1 et du CSC

## **2. Signature de convention**

Le CSC a signé, le mercredi 14 juin 2017 au sein de l'institution, une convention de concession de radiodiffusion sonore avec la Radio Medi1 du Royaume du Maroc. La cérémonie de paraphe de cette convention a été présidée par Madame Nathalie SOME, Présidente du CSC, en présence de Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur du Maroc, Farhat BOUAZZA, et du PDG de Medi1, Monsieur Hassan KHIYAR.

Cette convention entre le CSC et Medi1 définit les obligations de la radio vis-à-vis du CSC, des auditeurs et de la société.

Par cette autorisation d'exploitation, la Radio Medi1 contribuera à l'enrichissement du paysage radiophonique burkinabè.





Signature de convention avec Medi1, le 4 mai 2017

#### **Paragraphe 2 : Déclarations d'existence**

Conformément à la loi, le CSC reçoit copies des déclarations d'existence des organes de presse écrite, en ligne et délivre les récépissés aux entreprises de publicité.

La situation des déclarations d'existence se présente comme suit :

- onze (11) déclarations d'existence d'organes de presse en ligne ;
- une (01) déclaration d'existence d'agence de publicité.

Aucune déclaration d'existence d'organe n'a été enregistrée en presse écrite.

### ***SECTION 2 : SUIVI DU FONCTIONNEMENT DES MEDIAS***

Le suivi du fonctionnement des médias s'est fait à travers l'analyse de leurs bilans financiers et moraux, ainsi que le contrôle technique.

#### **Paragraphe 1 : Examens des bilans financiers et moraux des médias audiovisuels**

Le suivi du fonctionnement des médias constitue un des aspects de la régulation courante. Il s'est fait à travers l'analyse des bilans financiers et moraux des médias audiovisuels toutes typologies

confondues, et ceci, conformément aux conventions de concession de service public de radiodiffusion et aux cahiers des charges.

En effet, les conventions obligent les médias audiovisuels à transmettre, au plus tard le 30 juin de l'année en cours au CSC, le bilan moral et financier de l'année écoulée.

Pour l'année 2017, sur cent quatre-vingt-dix-sept (197) médias audiovisuels concernés pour cette obligation de bilan, seulement trente-et-un (31) d'entre eux ont transmis leurs rapports, soit un taux de 15%. Comparativement à l'année 2016, le taux qui était de 35% a connu une baisse.

Cette obligation conventionnelle à la charge des médias audiovisuels privés n'a donc pas été respectée par bon nombre de promoteurs, comme en témoigne la baisse du taux de dépôt.

Le CSC veillera désormais au strict respect de cette obligation conventionnelle.

Toutefois, de l'analyse des différents dossiers parvenus au CSC, il ressort que, malgré les efforts consentis par les médias pour la production d'émissions de développement et dans la formation de leur personnel, les défis restent énormes, notamment en matière de financement de leurs activités. Ils connaissent, pour la plupart, des difficultés liées aux dépenses de fonctionnement. En effet, plusieurs médias restent redevables à l'ARCEP et au Bureau Burkinabè du Droit d'Auteur (BBDA), malgré les efforts de réduction consentis par le Gouvernement.

#### **Paragraphe 2 : Activités de contrôle technique des médias audiovisuels privés**

Le CSC a été saisi par des cas d'interférences de fréquences entre, d'une part, la radio rurale et des radios privées de Ouagadougou et de Kaya et, d'autre part, la radio régionale de Gaoua et les radios privées des localités de Gaoua et Dissin.

Après une étude des différents cas signalés et des échanges avec les promoteurs des stations concernées, le CSC a prescrit des mesures correctives qui ont mis fin à ces interférences.

## CHAPITRE II : MONITORING DE LA PRESSE ECRITE, DES MEDIAS AUDIOVISUELS ET DE LA PRESSE EN LIGNE

Le monitoring, en période ordinaire procède d'une démarche qui permet au CSC de collecter des données qui concourent à l'analyse du respect par les organes de presse des prescriptions de la loi, à savoir :

- la législation et la réglementation ;
- le principe du pluralisme et de l'équilibre de l'information ;
- les règles d'éthique et de déontologie ;
- les principes fondamentaux régissant la publicité ;
- les droits de la personnalité humaine contre les violences résultant de l'activité médiatique ;
- l'ordre public ;
- la protection de l'enfance ;
- la protection de l'image de la femme ;
- les bonnes mœurs ;
- la promotion des expressions culturelles nationales dans les programmes des médias audiovisuels publics et privés.

En période électorale, le CSC doit veiller au respect par les organes de presse des règles de l'égal accès des candidats et/ou partis politiques aux médias publics, du pluralisme et de l'équilibre de l'information opposables tant aux médias publics que privés.

La démarche méthodologique pour la mise en évidence de ces paramètres de la régulation des médias varie selon leur typologie :

- En presse écrite, il s'agit du nombre de pages et d'illustrations qui est observé ;
- En audiovisuel, c'est le temps de parole et le temps d'antenne occupés par les acteurs sociopolitiques qui sont pris en compte.

La méthodologie d'observation du pluralisme et de l'équilibre de l'information au niveau des médias audiovisuels s'articule en deux phases :



- la première phase porte sur l'analyse des grilles des programmes des médias soumis à observation, et consiste à identifier les émissions susceptibles de contenir des informations politiques.

La notion d'information politique est entendue ici au sens large : elle englobe la couverture médiatique d'activités couvertes par les médias et susceptibles d'avoir un contenu en tenant lieu, et notamment celles du Gouvernement, des partis politiques et, accessoirement, de la société civile et des institutions républicaines, sous l'angle de leur niveau d'animation de la vie publique.

A cet effet, les émissions suivantes sont ciblées :

- les journaux télévisés ;
- les journaux parlés ;
- les émissions d'entretien en studio,
- et les émissions de débats.
- la deuxième phase consiste en l'écoute et/ou au visionnage des émissions identifiées dans les grilles de programmes. Celle-ci permet de déterminer l'événement et les acteurs ayant bénéficié de temps d'antenne et/ou de parole, de les consigner dans des tableaux statistiques qui dégagent le niveau de l'occupation des différents acteurs de l'espace public médiatique national.

L'adjonction de la société civile (qui prend parfois des positions sur la scène politique nationale) et des Institutions républicaines visent plutôt à mettre en évidence le niveau de leur contribution à l'animation de la vie publique. Stricto sensu, celles-ci ne sont pas rangées au nombre des acteurs politiques.

Les tableaux ci-dessous dégagent les TA et les TP réalisés par chacun des acteurs pris en compte dans l'appréciation du pluralisme et de l'équilibre de l'information.

- En presse en ligne, il s'agit du nombre de lignes et d'illustrations qui sont observées.

## SECTION 1: LE MONITORING PAR CATEGORIE DE MEDIAS

### Paragraphe 1 : Etat des lieux du pluralisme, de l'équilibre et de l'information en presse écrite

Au regard de la mission de service public qui incombe à toute la presse, toutes typologies confondues, la collecte des données a concerné aussi bien les médias publics que les médias privés.

L'observation de la presse écrite a porté sur quatre quotidiens que sont : *Sidwaya*, *l'Observateur Paalga*, *le Pays* et *L'Express du Faso*.

Au titre des périodiques, *Bendré*, *Le Reporter*, *Mutations* et *l'Evènement* ont été observés.

#### 1. Statistiques des NP et des NI au titre des quotidiens

- Sidwaya

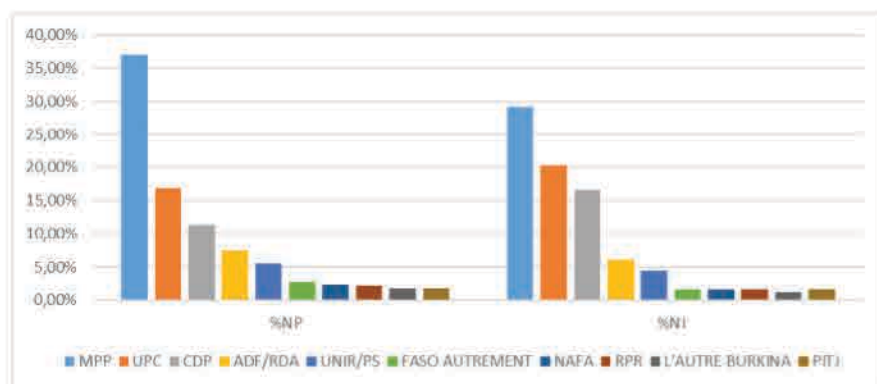
Tableau 1 : Classement des dix premiers partis politiques selon le nombre de pages et le nombre d'illustrations publiés dans Sidwaya

Rang	Partis Politiques	NP	%.NP	NI	%.NI
1 <sup>er</sup>	MPP	52 1/5	37,00%	72	29,18%
2 <sup>e</sup>	UPC	24	16,96%	50	20,27%
3 <sup>e</sup>	CDP	15 8/9	11,27%	41	16,62%
4 <sup>e</sup>	ADF/RDA	10 2/3	7,56%	15	6,08%
5 <sup>e</sup>	UNIR/PS	8	5,61%	11	4,46%
6 <sup>e</sup>	LE FASO AUTREMENT	3 5/6	2,71%	4	1,62%
7 <sup>e</sup>	NAFA	3 1/3	2,38%	4	1,62%
8 <sup>e</sup>	RPR	3 1/9	2,20%	4	1,62%
9 <sup>e</sup>	L'AUTRE BURKINA/PSR	2 3/5	1,84%	3	1,22%
10 <sup>e</sup>	PITJ	2 1/2	1,77%	4	1,62%

Source : Monitoring/CSC



**Graphique 1 : Représentation des NP et des NI sur les dix premiers partis politiques publiés dans Sidwaya**



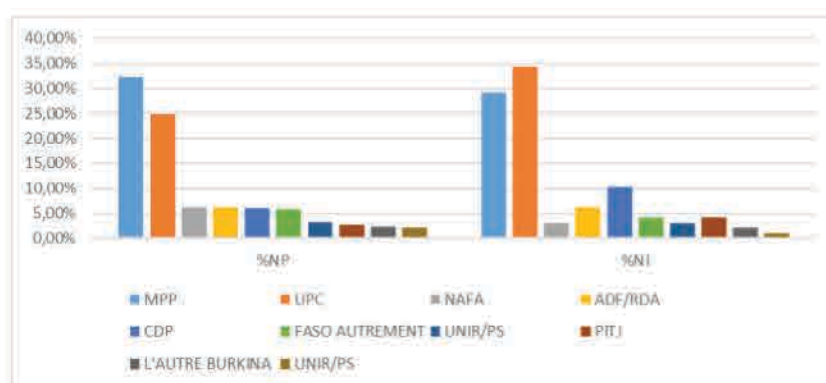
- **Le Pays :**

**Tableau 2 : Classement des dix premiers partis politiques selon le nombre de pages et le nombre d'illustrations publiés dans Le Pays**

Rang	Partis Politiques	NP	%.NP	NI	%.NI
1 <sup>er</sup>	MPP	27 3/5	32,25%	28	29,17%
2 <sup>e</sup>	UPC	21 1/4	24,84%	33	34,38%
3 <sup>e</sup>	LA NAFA	5 1/3	6,23%	3	3,13%
4 <sup>e</sup>	ADF/RDA	5 1/3	6,23%	6	6,25%
5 <sup>e</sup>	CDP	5	5,94%	10	10,42%
6 <sup>e</sup>	LE FASO AUTREMENT	5	5,80%	4	4,17%
7 <sup>e</sup>	UNIR/PS	2 3/4	3,21%	3	3,13%
8 <sup>e</sup>	PITJ	2 1/4	2,63%	4	4,17%
9 <sup>e</sup>	L'AUTRE BURKINA	2	2,34%	2	2,08%
10 <sup>e</sup>	UNDD	1 5/6	2,14%	1	1,04%

Source : Monitoring/CSC

**Graphique 2: Représentation des NP et des NI sur les dix premiers partis politiques publiés dans Le Pays**



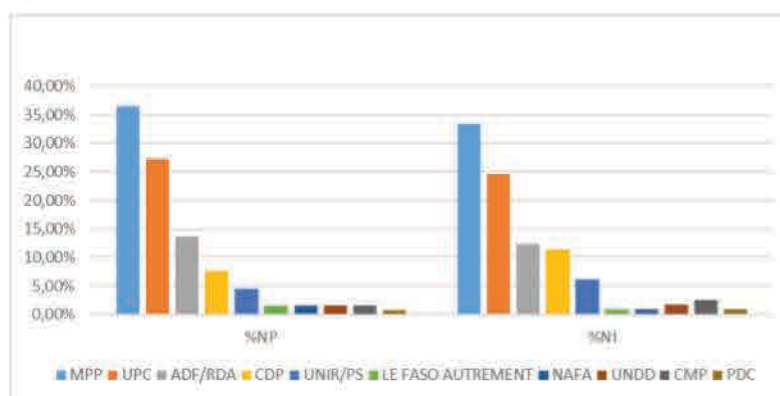
- **L'Observateur Paalga :**

**Tableau 3: Classement des dix premiers partis politiques selon le nombre de pages et le nombre d'illustrations publiés dans L'Observateur Paalga**

Rang	Partis Politiques	NP	% NP	NI	% NI
1 <sup>er</sup>	MPP	24 1/6	36,52%	38	33,33%
2 <sup>e</sup>	UPC	18	27,20%	28	24,56%
3 <sup>e</sup>	ADF/RDA	9	13,60%	14	12,28%
4 <sup>e</sup>	CDP	5	7,56%	13	11,40%
5 <sup>e</sup>	UNIR/PS	3	4,53%	7	6,14%
6 <sup>e</sup>	LE FASO AUTREMENT	1	1,51%	1	0,88%
7 <sup>e</sup>	LA NAFA	1	1,51%	1	0,88%
8 <sup>e</sup>	UNDD	1	1,51%	2	1,75%
9 <sup>e</sup>	CMP	1	1,51%	3	2,63%
10 <sup>e</sup>	PDC	1	0,76%	2	0,88%

Source : Monitoring/CSC

**Graphique 3: Représentation des NP et des NI sur les dix premiers partis politiques publiés dans l'Observateur Paalga**



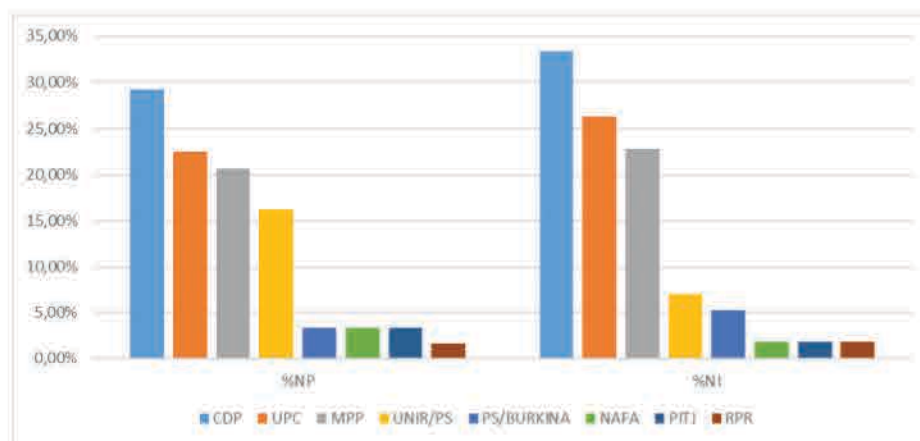
- L'Express du Faso :

**Tableau 4 : Classement des huit premiers partis politiques selon le nombre de pages et le nombre d'illustrations publiés dans L'Express du Faso**

Rang	Partis Politiques	NP	% NP	NI	% NI
1 <sup>er</sup>	CDP	9	29,23%	19	33,33%
2 <sup>e</sup>	UPC	7	22,46%	15	26,32%
3 <sup>e</sup>	MPP	6 3/8	20,70%	13	22,81%
4 <sup>e</sup>	UNIR/PS	5	16,24%	4	7,02%
5 <sup>e</sup>	PS/BURKINA	1	3,25%	3	5,26%
6 <sup>e</sup>	NAFA	1	3,25%	1	1,75%
7 <sup>e</sup>	PITJ	1	3,25%	1	1,75%
8 <sup>e</sup>	RPR	1/2	1,62%	1	1,75%

Source : Monitoring/CSC

**Graphique 4 : Représentation des NP et des NI sur les dix premiers partis politiques publiés dans L'Express du Faso**



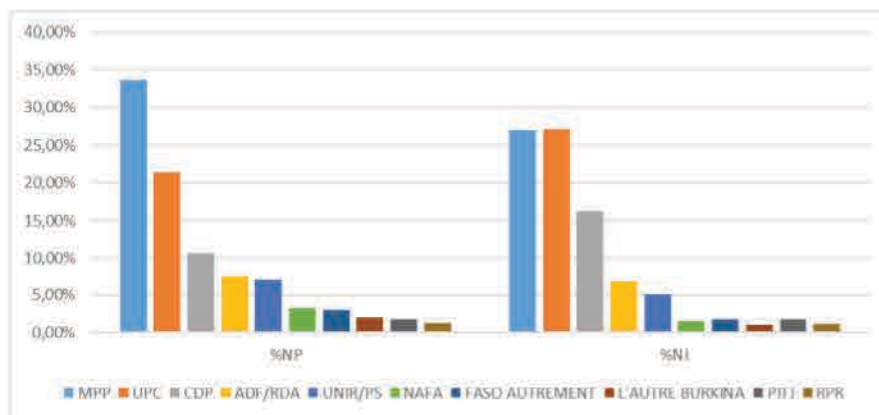
**Tableau 5 : Classement des partis politiques selon le nombre de pages et le nombre d'illustrations publiés dans les quotidiens**

Rang	Acteurs Politiques	NP	% NP	NI	% NI
1 <sup>er</sup>	MPP	110 1/3	34,11%	151	29,49%
2 <sup>e</sup>	UPC	70 1/6	21,69%	126	24,61%
3 <sup>e</sup>	CDP	34 8/9	10,79%	83	16,21%
4 <sup>e</sup>	ADF/RDA	25	7,73%	35	6,84%
5 <sup>e</sup>	UNIR/PS	20 1/2	6,34%	26	5,08%
6 <sup>e</sup>	NAFA	11 2/3	3,61%	9	1,76%
7 <sup>e</sup>	FASO AUTREMENT	9 5/6	3,04%	9	1,76%
8 <sup>e</sup>	PITJ	5 3/4	1,78%	9	1,76%
9 <sup>e</sup>	L'AUTRE BURKINA	4 3/5	1,42%	5	0,98%
10 <sup>e</sup>	RPR	4	1,24%	6	1,17%
11 <sup>e</sup>	PDS/METBA	3 1/3	1,03%	6	1,17%
12 <sup>e</sup>	UNDD	2 5/6	0,88%	5	0,98%
13 <sup>e</sup>	CMP	2 1/2	0,77%	7	1,37%
14 <sup>e</sup>	NTD	2	0,62%	4	0,78%
15 <sup>e</sup>	PPR	2	0,62%	1	0,20%
16 <sup>e</sup>	PDC	1 4/7	0,49%	2	0,39%
17 <sup>e</sup>	PDP/PS	1 1/2	0,46%	1	0,20%
18 <sup>e</sup>	PAREN	1 1/6	0,36%	1	0,20%
19 <sup>e</sup>	PCN	1	0,31%	3	0,59%
20 <sup>e</sup>	URD/MS	1	0,31%	1	0,20%
21 <sup>e</sup>	ARDI	1	0,31%	3	0,59%

22 <sup>e</sup>	URDB	1	0,31%	4	0,78%
23 <sup>e</sup>	PS/BURKINA	1	0,31%	3	0,59%
24 <sup>e</sup>	ADP	5/6	0,26%	1	0,20%
25 <sup>e</sup>	CNR/MP	1/2	0,15%	2	0,39%
26 <sup>e</sup>	ODT	1/2	0,15%	2	0,39%
27 <sup>e</sup>	UDB/R	1/2	0,15%	1	0,20%
28 <sup>e</sup>	PNUD	1/2	0,15%	1	0,20%
29 <sup>e</sup>	RECIT	1/2	0,15%	1	0,20%
30 <sup>e</sup>	CDS	1/2	0,15%	1	0,20%
31 <sup>e</sup>	UFC	1/2	0,15%	2	0,39%
32 <sup>e</sup>	PARIS	1/2	0,15%	1	0,20%
33 <sup>e</sup>	PS/BURKINA	1	0,31%	3	0,59%
TOTAUX		323 1/2	100,00%	512	100,00%

Source : Monitoring/CSC

**Graphique 5 : Représentation des NP et des NI sur les partis politiques publiés dans les quotidiens**



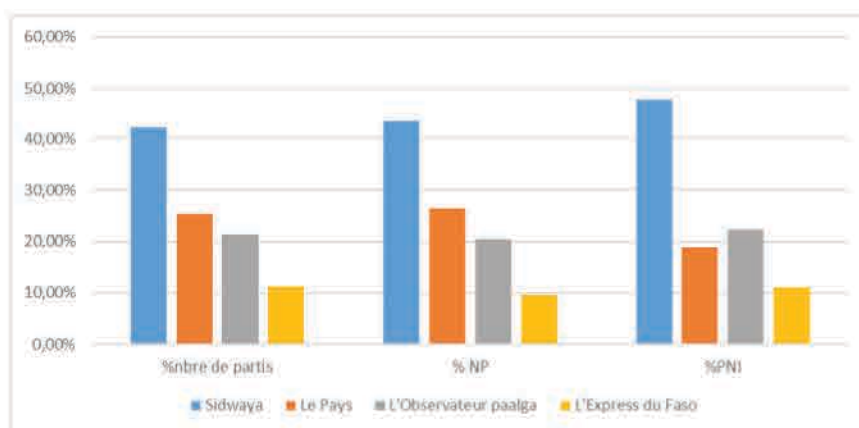


**Tableau 6: Classement de la couverture des partis politiques dans les quotidiens**

Rang	Organes	Nombre de Partis	%Nombre de Partis	Nombre de Pages	% NP	Nombre d'Images	% NI
1 <sup>er</sup>	Sidwaya	30	42,25%	141	43,59%	245	47,85%
2 <sup>e</sup>	Le Pays	18	25,35%	85 1/2	26,43%	96	18,75%
3 <sup>e</sup>	L'Observateur Paalga	15	21,13%	66 1/6	20,46%	114	22,27%
4 <sup>e</sup>	L'Express du Faso	8	11,27%	30 4/5	9,52%	57	11,13%
TOTAUX		71	100%	323 1/2	100%	512	100%

Source : Monitoring/CSC

**Graphique 6: Représentation de la couverture des partis politiques dans les quotidiens**



- **Appréciation générale du pluralisme et de l'équilibre de l'information au niveau des quotidiens**

Au cours de l'année 2017, et de l'observation du pluralisme et de l'équilibre de l'information des quotidiens, on retiendra que :

- 32 partis politiques ont eu des activités relayées par les quotidiens, qui sont les principales tribunes dans lesquelles ces acteurs se sont le plus exprimés ;
- les partis politiques ont eu droit au total à 323 pages et  $\frac{1}{2}$ , et 512 illustrations photos ;
- en termes de classement, le journal *Sidwaya* vient en tête, ayant ouvert ses colonnes à 30 partis politiques ;
- *Le Pays* occupe la deuxième position avec la couverture des activités de 18 partis politiques ;
- *L'Observateur Paalga* arrive en troisième position avec la couverture d'activités de 15 partis politiques ;
- enfin, l'Express du Faso a ouvert ses tribunes à 8 partis politiques.

Il ressort de l'analyse statistique un déséquilibre dans le traitement de l'information au profit du parti au pouvoir qu'est le MPP. Les autres partis en bonne position sont : l'UPC, le CDP, l'ADF/RDA et l'UNIR/PS qui sont des partis représentés à l'Assemblée nationale.

Il en résulte que les partis politiques représentés à l'Assemblée nationale sont plus actifs sur le terrain que les partis extra-parlementaires.

## **2. Statistiques des NP et des NI au titre des périodiques**

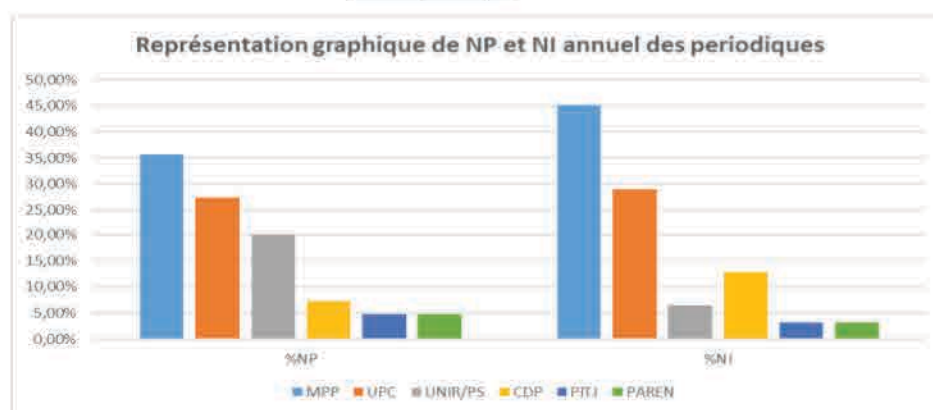
S'agissant des périodiques, les activités de cinq (05) partis politiques ont été couvertes au cours de l'année 2017 comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 7 : Classement des cinq premiers partis politiques selon le nombre de pages et le nombre d'illustrations publiés dans les périodiques**

Rang	Acteurs Politiques	Nombres de Pages	% NP	Nombres d'Images	% NI
1 <sup>er</sup>	MPP	6	42,35%	8	50,00%
2 <sup>e</sup>	UNIP/PS	3 2/3	25,88%	4	25%
3 <sup>e</sup>	UPC	3	21,18%	2	12,50%
4 <sup>e</sup>	PAREN	1	7,06%	1	6,25%
5 <sup>e</sup>	CDP	1/2	3,53%	1	6,25%
TOTAUX		14 1/6	100%	16	100%

Source : Monitoring/CSC

**Graphique 7 : Représentation des partis politiques selon le nombre de pages et le nombre d'illustrations publiés dans les périodiques**

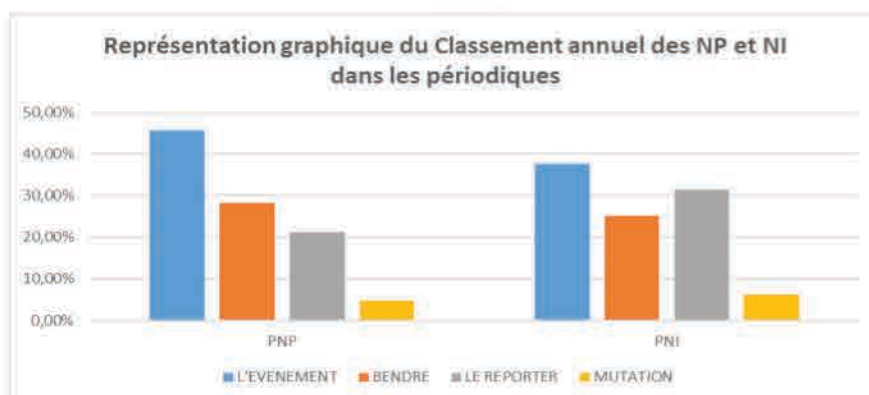


**Tableau 8 : classement du nombre de pages et du nombre d'images sur les partis politiques publiés par périodique**

Rang	Organes	NP	% NP	NI	% NI
1 <sup>er</sup>	L'EVENEMENT	6 1/2	45,88%	6	37,50%
2 <sup>e</sup>	BENDRE	4	28,24%	4	25%
3 <sup>e</sup>	LE REPORTER	3	21,18%	5	31,25%
4 <sup>e</sup>	MUTATIONS	2/3	4,71%	1	6,25%
TOTAUX		14 1/6	100%	16	100%

Source : Monitoring/CSC

**Graphique 8 : Représentation du nombre de pages et du nombre d'images sur les partis politiques publiés par Périodique**



- **Appréciation du pluralisme et de l'équilibre de l'information au niveau des périodiques**

En ce qui concerne les périodiques, *L'Évènement* occupe largement la première place en termes de couverture des activités politiques avec un intérêt accordé à cinq (05) partis politiques.

Cinq (05) partis politiques ont le plus occupé les colonnes des périodiques. Il s'agit respectivement du MPP (42,35%), de l'UNIR/PS (25,88%), de l'UPC (21,18%), du PAREN (16,06%) et du CDP (3,53%).

Il en résulte un déséquilibre de l'information au profit du parti au pouvoir.

**Paragraphe 1 : Etat des lieux du pluralisme et de l'équilibre de l'information dans les médias audiovisuels**

L'observation portant sur le respect du pluralisme et de l'équilibre de l'information dans les médias audiovisuels a porté sur :

- cinq (05) médias publics, à savoir la *RTB/Télé*, la *RTB/Radio*, la *RTB2/Télé*, la *RTB2/Radio*, la *RTB2/ Radio Sud-Ouest* ;
- huit (08) médias privés : les radios *Salaki* et *Fréquence Espoir* *CEDICOM* de Dédougou, les radios *Munyu* et *Teriya* de Banfora, les radios *Liberté de parler et de communiquer* et

la radio *Oméga* de Bobo Dioulasso, la radio *Evangile du Sud-Ouest (ESO)* de Gaoua, et la télévision *Canal 3*.

Les données prises en compte pour le contrôle du respect du pluralisme et de l'équilibre de l'information sont le temps d'antenne (TA) et le temps de parole (TP) obtenus par chacun des acteurs sociopolitiques suivants : la Présidence du Faso, le Gouvernement, la Société civile et les partis ou formations politiques parlementaires et extra-parlementaires.

Les statistiques d'occupation de l'espace de l'audiovisuel national par les différents acteurs pris en compte dans l'appréciation du pluralisme et de l'équilibre de l'information figurent dans les tableaux ci-dessous :

# I. Dans les médias audiovisuels publics

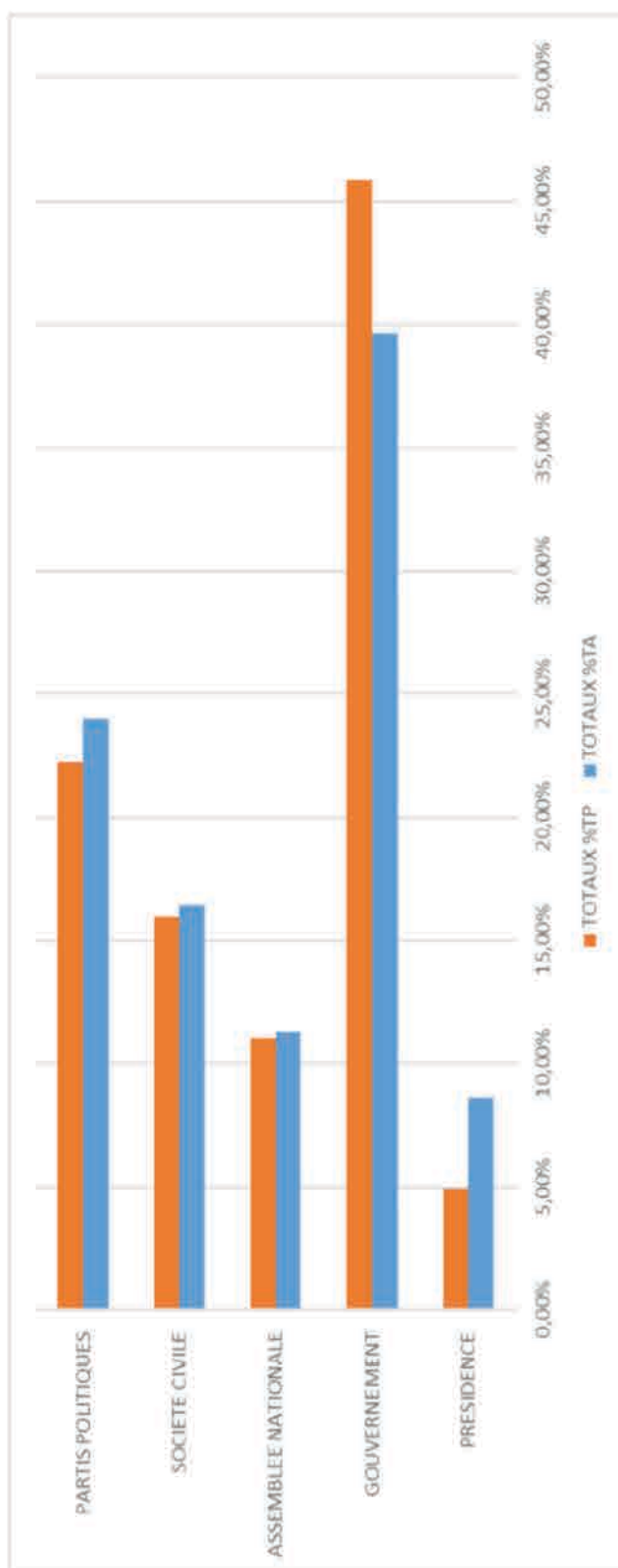
Tableau 9 : Synthèse des Temps d'Antenne & Temps de Parole obtenus par les acteurs sociopolitiques dans les médias audiovisuels publics

REGION	OUAGADOUGOU				BOBO DIULASSO				GAOUA				TOTAUX			
	RTB/TELE		RTB/RADIO		RTB2/TELE		RTB2/RADIO		RTB2/RADIO		RTB2/RADIO		TA		TP	
MEDIAS	TA	TP	TA	TP	TA	TP	TA	TP	TA	TP	TA	TP	TA	TP	%TA	%TP
ACTEURS																
PRESIDENCE DU FASO	13:58:50	03:10:35	10:00:19	02:19:08	00:12:20	00:06:17	00:26:09	00:05:39	00:00:00	00:00:00	00:00:00	00:00:00	00:37:38	5:41:39	8,64%	4,91%
GOUVERNEMENT	73:43:48	24:57:29	17:24:35	20:12:19	07:05:25	02:27:52	13:39:36	04:22:09	01:09:00	01:10:13	01:09:00	01:10:13	17:02:24	05:10:02	39,64%	45,89%
ASSEMBLEE NATIONALE	17:30:56	06:10:59	13:10:29	05:58:33	01:00:57	00:31:35	00:35:18	00:03:16	00:00:00	00:03:16	00:00:00	00:03:16	08:17:40	12:47:39	11,33%	11,04%
SOCIETE CIVILE	26:33:33	09:26:20	15:30:25	05:59:41	03:01:28	02:14:30	00:59:14	00:23:05	00:43:46	00:23:06	00:43:46	00:23:06	22:48:26	18:26:43	16,42%	15,92%
PARTIS POLITIQUES	44:21:55	13:27:50	23:02:59	06:53:01	00:20:32	00:16:20	00:36:30	05:09:40	00:00:00	00:00:00	00:00:00	00:00:00	20:21:55	01:46:11	23,98%	22,24%
TOTAL	176:09:02	57:13:13	79:08:47	41:22:42	11:40:42	05:36:34	16:16:47	10:03:10	01:52:46	01:36:35	01:52:46	01:36:35	285:08:04	115:52:14	100,00%	100,00%

Source : monitoring/CSC



**Graphique 9 : Représentation des TA & TP des acteurs sociopolitiques dans les médias audiovisuels publics**

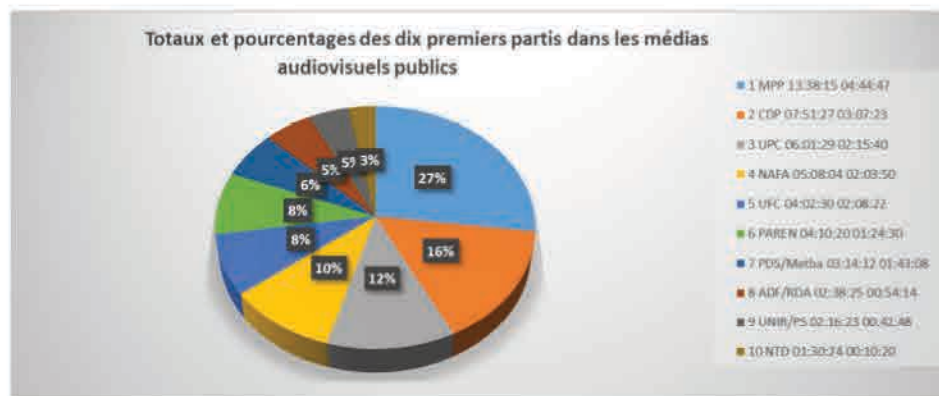


**Tableau 10 : Synthèse des Temps d'Antenne & Temps de Parole obtenus par les dix premiers partis politiques dans les médias audiovisuels publics**

Rang	Partis Politiques	TA	TP	% TA	% TP
1 <sup>er</sup>	MPP	13:38:15	04:44:47	26,99%	24,66%
2 <sup>e</sup>	CDP	07:51:27	03:07:23	15,55%	16,22%
3 <sup>e</sup>	UPC	06:01:29	02:15:40	11,92%	11,75%
4 <sup>e</sup>	NAFA	05:08:04	02:03:50	10,16%	10,72%
5 <sup>e</sup>	UFC	04:02:30	02:08:22	8,00%	11,11%
6 <sup>e</sup>	PAREN	04:10:20	01:24:30	8,26%	7,32%
7 <sup>e</sup>	PDS/METBA	03:14:12	01:43:08	6,41%	8,93%
8 <sup>e</sup>	ADF/RDA	02:38:25	00:54:14	5,23%	4,70%
9 <sup>e</sup>	UNIR/PS	02:16:23	00:42:48	4,50%	3,71%
10 <sup>e</sup>	NTD	01:30:24	00:10:20	2,98%	0,89%

Source : monitoring/CSC

**Graphique 10 : Représentation des TA et TP obtenus par les dix premiers partis politiques dans les médias audiovisuels**



- **Appréciation générale du pluralisme et de l'équilibre de l'information dans les médias audiovisuels publics et privés**

Dans les médias audiovisuels publics, le gouvernement vient en tête par rapport aux autres acteurs socio-politiques avec un taux de 39,64 % du TA viennent ensuite les partis politiques, suivis de la société civile. L'Assemblée nationale et la Présidence du Faso occupent respectivement la troisième et la quatrième places.

Les partis politiques qui arrivent en tête dans les médias audiovisuels privés sont respectivement le MPP, le CDP et l'UPC.

Dans les médias privés, le gouvernement arrive en première position. Il est suivi de la société civile qui devance les partis politiques. L'Assemblée nationale et la Présidence du Faso viennent en dernière position.

Au total, il se dégage des statistiques un déséquilibre entre les partis politiques dans le traitement de l'information.

Comme déjà noté dans les autres organes de presse, les partis politiques représentés à l'Assemblée nationale, en particulier le MPP, le CDP et l'UPC occupent plus d'espaces dans les médias audiovisuels.

Il faut souligner le dynamisme de la société civile, qui devance bon nombre d'acteurs dont le Gouvernement dans les médias audiovisuels privés.

## 2. Dans les médias audiovisuels privés

Tableau 11 : synthèse des Temps d'Antenne & Temps de Parole des acteurs sociopolitiques dans les médias audiovisuels privés

REGION	BOBO DIULASSO				BANFORA				DEDOUGOU				GAOULA				OUAGADOUGOU				TOTAL			
	RADIO LPC		RADIO OMEGA		RADIO TERNYA		MUNYU		RADIO SALAKI		FREQUENCE ESPOIR CEDICOM		RADIO ESO		CANALS									
ACTEURS	TA	TP	TA	TP	TA	TP	TA	TP	TA	TP	TA	TP	TA	TP	TA	TP	TA	TP	TA	TP	TA	TP	%TA	%TP
PRESIDENCE DU FASC	00:07:24	00:05:45	00:00:00	00:00:00	00:09:20	00:00:00	00:08:40	00:00:00	01:04:27	00:00:00	06:51:46	00:00:00	00:00:00	00:00:00	07:48:06	02:43:19	10:09:43	02:49:04	5,67%	3,63%				
GOVERNEMENT	03:77:32	01:51:25	00:38:47	00:22:37	01:23:09	00:00:00	01:23:26	00:00:00	10:04:41	02:38:48	04:34:29	01:54:51	00:21:17	00:00:00	32:12:46	07:58:33	54:45:12	14:47:32	30,55%	19,07%				
ASSEMBLEE NATIONALE	00:25:15	00:17:16	00:35:20	00:25:53	00:23:43	00:00:00	00:18:22	00:00:00	00:44:36	00:00:00	00:29:42	00:00:00	00:00:00	00:00:00	20:33:49	14:24:33	23:30:47	15:07:42	13,12%	19,50%				
SOCIETE CIVILE	03:09:27	01:50:55	00:35:26	00:22:45	01:54:27	00:00:00	01:22:04	00:00:00	14:05:06	05:48:36	04:23:03	01:45:48	00:17:52	00:08:12	20:56:34	09:32:35	46:43:59	19:28:51	26,07%	25,11%				
PARTIS POLITIQUES	00:59:52	00:30:05	00:42:03	00:28:09	00:28:12	00:00:00	00:25:04	00:00:00	00:46:01	00:05:46	06:21:54	00:07:20	00:00:00	00:00:00	40:21:21	24:14:37	44:04:27	25:20:57	24,59%	32,88%				
TOTAL	08:09:30	04:35:27	02:31:36	01:39:24	04:18:51	00:00:00	03:37:36	00:00:00	26:44:51	08:33:10	16:40:54	03:27:59	01:18:14	00:29:29	121:52:13	58:53:37	179:14:08	77:34:06	100,00%	100,00%				

Source : monitoring/CSC

Tableau 12 : Synthèse des données TA & TP obtenus par les partis politiques dans un média audiovisuel privé observé (Canal 3).

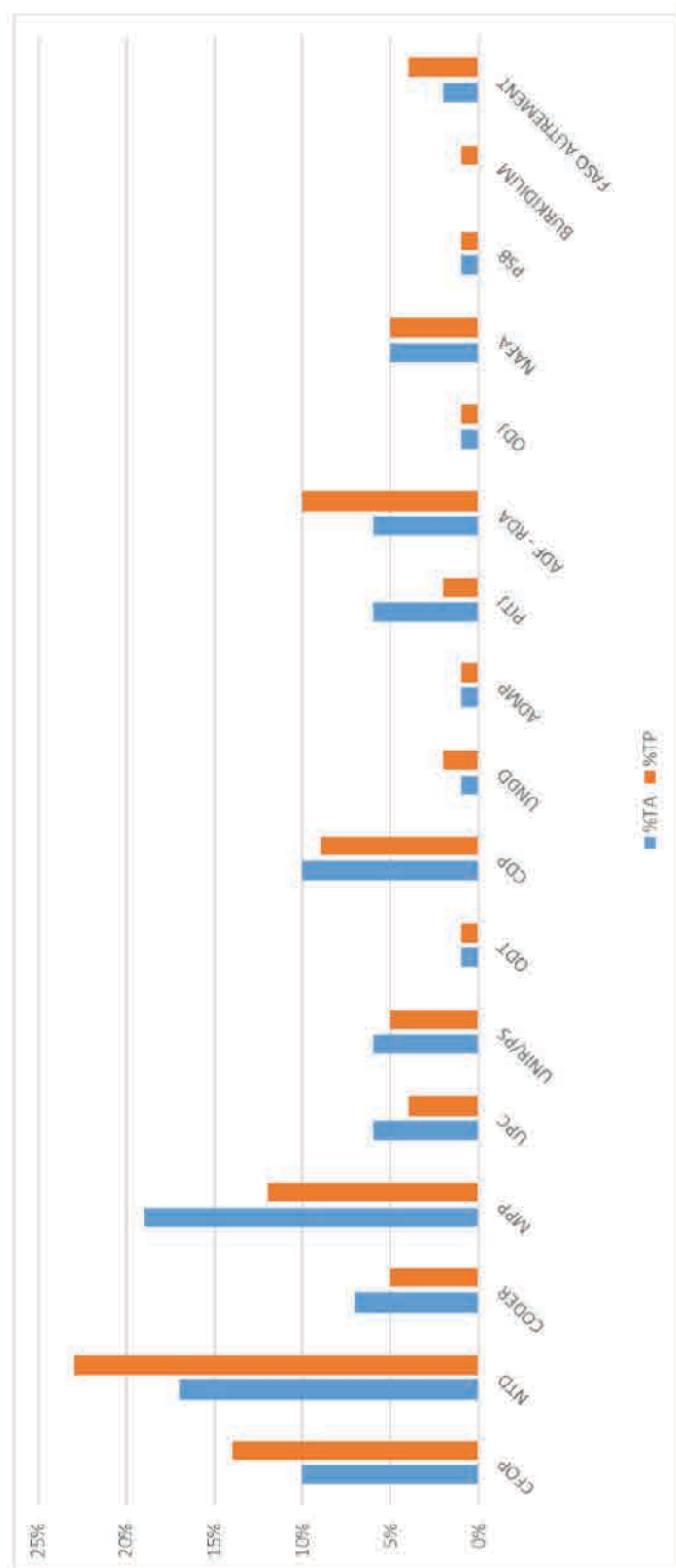
CANAL3				
PARTIS POLITIQUES	TA	%TA	TP	%TP
CFOP	02:06:19	10%	01:19:36	14%
NTD	03:35:57	17%	02:11:32	23%
CODER	01:25:31	7%	00:27:47	5%
MPP	04:04:32	19%	01:09:32	12%
UPC	01:10:23	6%	00:23:24	4%
UNIR/PS	01:17:49	6%	00:30:36	5%
ODJ	00:10:11	1%	00:01:54	0%
CDP	02:11:46	10%	00:51:03	9%
UNDD	00:17:18	1%	00:10:00	2%



ADMP	00:16:33	1%	00:08:00	1%
ODT	00:16:24	1%	00:09:30	2%
PITJ	01:09:57	6%	00:12:24	2%
ADF - RDA	01:10:32	6%	00:59:34	10%
PSB	00:16:28	1%	00:04:12	1%
NAFA	00:56:50	5%	00:29:54	5%
BURKIDILIM	00:06:14	0%	00:03:07	1%
FASO AUTREMENT	00:23:50	2%	00:20:30	4%
<b>TOTAL</b>	<b>20:56:34</b>	<b>100%</b>	<b>9:32:35</b>	<b>100%</b>

Source : Monitoring/CSC

Graphique 11 : représentation des TA & TP des acteurs politiques dans un média audiovisuel privé : CANAL3



**Paragraphe 3 : Etat des lieux du pluralisme et de l'équilibre de l'information dans la presse en ligne**

L'observation relative au respect du pluralisme et de l'équilibre de l'information au niveau de la presse en ligne a porté sur huit (08) médias que sont :

- lefaso.net ;
- faszine.com ;
- burkina24.com ;
- lesechosdufaso.net ;
- aouaga.com ;
- fasoactu.com ;
- zoodomail.com ;
- burkinademain.com.

Au niveau de ces organes, seuls les partis ou formations politiques ont été pris en compte. L'évaluation est faite à partir du nombre de lignes et d'illustrations consacrées par site aux formations politiques.

# 1. Statistiques dans la presse en ligne

Tableau 13 : synthèse des données sur le pluralisme et l'équilibre de l'information

SITES	lefaso.net				fasozinc.com				lesechosdufaso.net				burkina24.com				aOuaga.com				fasoactu.com				zoodomail.com				burkinademain.com			
ACTEURS POLITIQUES	NL	%NL	NI	%N	NL	%NL	NI	%NI	NL	%NL	NI	%NI	NL	%NL	NI	%NI	NL	%NL	NI	%NI	NL	%NL	NI	%NI	NL	%NL	NI	%NI	NL	%NL	NI	%NI
MPP	1864	24%	55	34%	350	17%	6	15%	242	34%	8	30%	142	15%	5	12%	59	28%	4	50%	86	11%	5	14%	26	18%	2	33%	105	11%	9	33%
UPC	1114	14%	20	12%	825	40%	16	40%	145	21%	7	26%	231	24%	11	27%	31	15%	1	13%	510	66%	24	67%	14	9%	2	33%	263	28%	9	33%
CDP	654	8%	20	12%	186	9%	4	10%	147	21%	6	22%	87	9%	3	7%	66	32%	1	13%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
PDC	16	0%	1	12%	12	1%	1	3%	0	0%	0	0%	23	2%	1	2%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
NAFA	131	2%	4	145	7%	4	10	23	3%	1	4%	48	5%	2	5%	21	10%	1	13%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
ADR	160	1%	1	0	0%	0	0%	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
PAREN	196	3%	5	221	11%	3	8%	104	15%	3	11%	81	8%	4	10%	0	0%	0	0%	18	2%	1	3%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
RSEEP	404	5%	6	0	0%	0	0%	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
ADP/RDA	365	5%	2	232	11%	4	10	0	0%	0	0%	61	6%	3	7%	0	0%	0	0%	19	2%	1	3%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
NTD	197	3%	6	47	2%	1	3%	41	6%	2	7%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	10	1%	1	3%	0	0%	0	0%	16	2%	2	7%	

PTJ	968	13%	3	2%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%			
PS	66	1%	3	2%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%			
BURKINA																													
PDP/PS	90	1%	4	2%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%			
ARDI	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	3	4%	3	11%			
Le Faso Autrement	276	4%	6	4%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%			
UNIR/PS	374	5%	13	8%	41	2%	1	3%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%			
UDP	42	1%	2	1%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%			
MPJ	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%			
CDS	23	0%	1	1%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%			
MPC	82	1%	1	1%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%			
AHR	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%			
PNDP	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%			
ADD	96	1%	5	3%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%			
FES	115	1%	1	1%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%			
PARIS	65	1%	2	1%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%			
UNDD	404	6%	3	2%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%			
TOTAL	7732	100%	164	100	2059	100	40	100	702	100%	27	963	100%	41	100%	209	8	100%	778	100%	36	148	100%	6	100%	932	100	27	5%

Source : Monitoring CSC

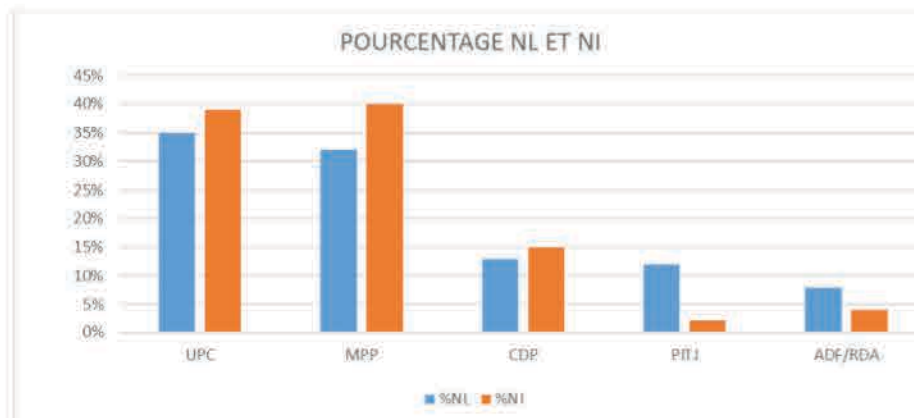


**Tableau 14 : Classement des cinq premiers partis politiques selon le nombre de lignes et le nombre d'illustrations publiés dans la presse en ligne**

RANG	ACTEURS POLITIQUES	%NL	%NI
1 <sup>er</sup>	UPC	35%	39%
2 <sup>e</sup>	MPP	32%	40%
3 <sup>e</sup>	CDP	13%	15%
4 <sup>e</sup>	PITJ	12%	2%
5 <sup>e</sup>	ADF/RDA	8%	4%
TOTAL		100%	100%

Source : Monitoring/CSC

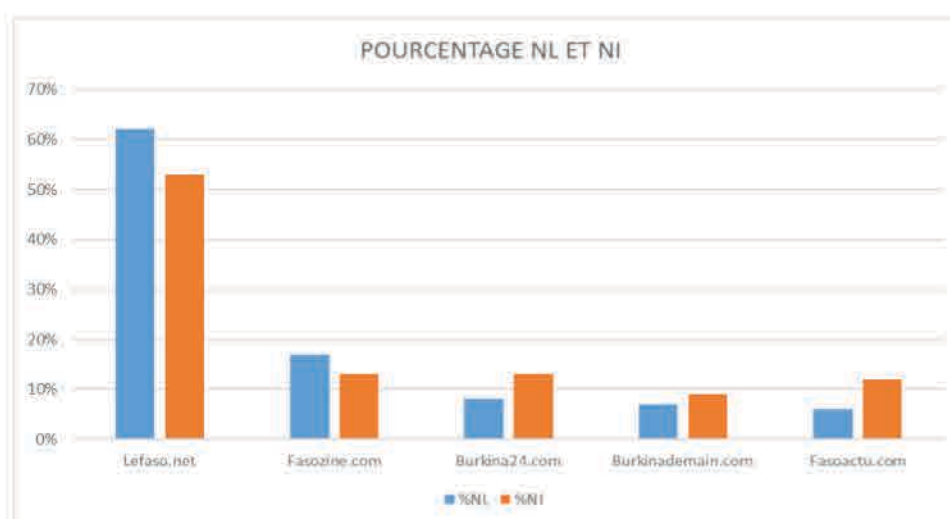
**Graphique 12 : représentation des cinq premiers partis politiques selon le nombre de lignes et le nombre d'illustrations publiés dans la presse en ligne**



**Tableau 15 : classement des sites internet selon le nombre de lignes et le nombre d'illustrations sur les partis politiques**

Rang	MEDIAS EN LIGNE	%NL	%NI
1 <sup>er</sup>	Lefaso.net	62%	53%
2 <sup>e</sup>	Fasozine.com	17%	13%
3 <sup>e</sup>	Burkina24.com	8%	13%
4 <sup>e</sup>	Burkinademain.com	7%	9%
5 <sup>e</sup>	Fasoactu.com	6%	12%
TOTAL		100%	100%

**Graphique 13 : représentation des sites internet selon le nombre de lignes et le nombre d'illustrations sur les partis politiques**



## **2. Appréciation générale du pluralisme et de l'équilibre de l'information au niveau de la presse en ligne**

L'analyse des différents tableaux fait ressortir que :

- vingt-six (26) partis politiques ont occupé activement les 08 organes de presse en ligne soumis à observation ;
- l'UPC, le MPP, le CDP, le PITJ et l'ADF/RDA ont respectivement occupé les cinq premiers rangs en termes de nombre de lignes et d'images dans ces organes de presse en ligne.

Dans ce classement, l'UPC et le MPP totalisent plus de 60% du nombre de lignes et d'illustrations.

Lefaso.net, Faszine.com, Burkina24.com, Burkinademain et Fasoactu.com sont respectivement les cinq premiers espaces d'expressions privilégiées en 2017 par les partis et formations politiques au regard du nombre de lignes et d'images accordées. Ainsi, sur les huit (08) médias observés, lefaso.net enregistre à lui seul plus de 50% du nombres de lignes et d'illustrations consacrées aux partis politiques.

L'actualité politique au cours de l'année 2017 est très diversifiée. Les partis politiques ont été actifs et les organes de presse ont été réceptifs à la couverture de leurs activités. Dans l'ensemble, le monitoring de la presse en ligne a fait ressortir un effort dans le respect du pluralisme, de l'éthique et de la déontologie, même si au niveau de l'équilibre de l'information, des efforts restent à fournir. En effet, il existe un déséquilibre de l'information au profit du MPP et de l'UPC. Mais ceci tient probablement à la dimension contrastée des partis politiques dans l'animation de la vie politique nationale.

En dépit de quelques dérives, il faut saluer l'effort de ces médias en ligne dans la modération des foras.

L'effort de professionnalisme, déjà appréciable dans les médias en ligne, devrait être maintenu et renforcé.

**Paragraphe 4 : Difficultés rencontrées dans la collecte des données sur le pluralisme et l'équilibre de l'information dans les médias**

Au terme de l'observation annuelle des médias au cours de l'année 2017 sur le pluralisme et l'équilibre de l'information, il faut relever que la collecte des données y relatives a été difficile à cause de la défaillance des équipements techniques ; ce qui a complexifié la tâche des agents en charge du monitoring et entravé de ce fait une collecte exhaustive des données. Il y a, par conséquent, lieu de reconnaître que l'échantillon des médias privés qui a servi à l'analyse du pluralisme et de l'équilibre de l'information n'est pas représentatif du paysage audiovisuel privé national.

En effet, les radiodiffusions sonores et télévisuelles de Ouagadougou, qui est une ville à forte concentration de ces organes, sont quasiment absentes de l'échantillon. L'on peut par conséquent émettre des réserves sur la fiabilité des statistiques qui ont présidé à l'appréciation du pluralisme et de l'équilibre de l'information.

En dépit de cela, ces résultats reflètent le niveau relatif d'occupation de l'espace médiatique national par les différents acteurs sociopolitiques majeurs du Burkina Faso.

***SECTION 2 : GESTION DU DISCOURS POLITIQUE PENDANT LES ELECTIONS MUNICIPALES PARTIELLES COMPLEMENTAIRES DU 28 MAI 2017***

**Paragraphe 1 : Adoption de textes réglementaires**

En prélude aux élections municipales partielles complémentaires du 28 mai 2017, le CSC a adopté un certain nombre de textes d'encadrement du discours politique durant la campagne électorale, tenue du 13 au 26 mai 2017.

A cet effet, le Conseil a adopté :

- une décision sur le respect des principes d'égal accès, de pluralisme et d'équilibre de l'information par les médias publics pendant la campagne électorale ;

- une décision sur le respect des principes de pluralisme et d'équilibre de l'information par les médias privés nationaux et les médias internationaux pendant la campagne ;
- une décision relative à l'émission parrainée diffusée par la RTB et les publications spéciales dans le quotidien *Sidwaya* ;
- une décision de programmation des communications des partis ou formations politiques ou regroupements d'indépendants prenant part aux élections municipales partielles et complémentaires du 28 mai 2017 à la *RTB/Radio*, à la *RTB/Télé* et dans le quotidien *Sidwaya*. Cette décision a été adoptée après le tirage au sort effectué le 05 mai 2017 au CSC, en présence des représentants des partis ou formations politiques ou regroupements d'indépendants en lice au scrutin.

**Paragraphe 2 : Observation des contenus médiatiques à l'occasion des élections municipales partielles**

Outre les textes se rapportant aux médias, d'autres actes d'organisation interne ont été pris par le CSC.

Ces élections municipales n'ayant pas concerné toutes les communes du Burkina Faso, le Conseil a fait le choix de privilégier la couverture médiatique du discours électoral par les médias publics et les médias privés des localités concernées. Des protocoles d'accords ont été signés à cet effet avec la *RTB/Télé*, les *Editions Sidwaya*, le Service d'Information du Gouvernement et trente-trois (33) radios privées dans le cadre de ces élections. Les protocoles visaient, entre autres, à définir les conditions de la couverture médiatique du discours électoral durant lesdites élections, et à préciser la répartition de la subvention étatique entre les médias concernés.

La couverture médiatique de ces élections municipales complémentaires s'est déroulée sans heurts, aucune récrimination de partis politiques n'ayant été enregistrée par le CSC.



### **CHAPITRE III : MANQUEMENTS DANS LA PRATIQUE PROFESSIONNELLE DES MEDIAS ET CONTENTIEUX**

La mise en œuvre des missions du CSC s'opère par le contrôle a posteriori des contenus des médias dans le cadre des auto-saisines et des saisines.

Les auto-saisines permettent au CSC d'interpeller directement un organe de presse sur un manquement constaté, et les saisines, de statuer sur des plaintes soumises à l'Institution par les citoyens, entendus au sens large à savoir : les personnes physiques et morales, publiques et privées.

Durant l'année 2017, le CSC a fait l'objet de saisines et s'est autosaisi de certaines pratiques dans les médias.

#### ***SECTION 1 : MANQUEMENTS CONSTATES DANS LE CADRE DES AUTO-SAISINES ET DES SAISINES***

##### **Paragraphe I : Les auto-saisines**

Les manquements relevés dans le cadre des auto-saisines ont porté sur :

- des informations jugées inexactes ;
- la diffusion de messages de campagne après la clôture de la campagne électorale ;
- la diffusion de publicités sur les produits de la pharmacopée ou sur les établissements sanitaires ;
- la diffusion de publicités sur les produits cosmétiques ;
- la diffusion de publicités impliquant des enfants sans lien avec l'objet de la publicité ;
- des cas de changement de grilles de programmes sans autorisation préalable du CSC ;
- les atteintes à l'éthique et à la déontologie.



### **1. Informations jugées inexactes**

Il s'agit d'informations publiées par les médias Oméga FM, Wat FM et Ouaga FM faisant état d'un incendie d'origine terroriste d'une école à Baraboulé et de l'enlèvement de deux individus.

Après vérifications auprès des autorités locales, le CSC s'est rendu compte que ces informations n'étaient pas exactes. Le Gouvernement avait également indiqué, après le Conseil des ministres du 15 mars 2017, que ces informations diffusées par les médias n'étaient pas avérées. Il s'agissait plutôt d'une école sous paillote, qui a pris feu sans qu'un individu n'ait été enlevé.

Le Conseil a estimé que ces informations, telles que publiées par ces médias sans un recoupement des sources avant diffusion dans un contexte d'insécurité, pourraient contribuer à asseoir la psychose au sein des populations.

Au regard de ce constat, les responsables des trois médias ont été auditionnés.

Une lettre d'observations leur a été adressée.

### **2. Diffusion de « messages de campagne » après la clôture de la campagne électorale**

Ce manquement porte sur le non-respect de la réglementation relative à l'interdiction de diffuser des reportages réalisés pour le compte des partis politiques après la clôture de la campagne électorale. Le CSC a constaté que :

- la radio Ouaga FM a diffusé, le samedi 27 et le dimanche 28 mai 2017, un message de campagne (interview) de Monsieur Anatole BONKOUNGOU, candidat du parti ODT au poste de Conseiller aux élections municipales dans l'arrondissement 4 de Ouagadougou ;
- la télévision BFI a diffusé, le 27 mai 2017, des messages de campagne de certains partis politiques en compétition dans le cadre des élections municipales partielles et complémentaires du 28 mai 2017.

En rappel, la clôture de la campagne électorale était prévue pour le 26 mai 2017. Les diffusions faites par ces deux médias, après la clôture de la campagne électorale, constituent une violation des dispositions légales et réglementaires régissant les campagnes électorales au Burkina Faso.

Au regard de ce constat, le CSC a convoqué les responsables de ces médias pour une audition le 06 juin 2017. A l'issue de cette audition, ils ont été invités à plus de vigilance dans le traitement des informations de campagne électorale en se conformant aux exigences de la loi.

### **3. Diffusion de publicités sur les produits de la pharmacopée ou sur les établissements sanitaires**

Les cas de publicités sur les produits de la pharmacopée ou sur les établissements sanitaires ont été diffusés par les radios Optima FM, Horizon FM, Salankoloto, Ouaga FM et la télévision Canal 3.

#### **- Cas de la radio Optima FM**

La radio **Optima FM** a diffusé, à plusieurs reprises, une publicité relative à la promotion de produits de la pharmacopée traditionnelle.

Il s'agit d'une émission sur les activités de l'Association Wendkouni pour le développement de l'Afrique. Cette Association phytosanitaire fait la promotion de la médecine traditionnelle. En guise d'exemple, on peut retenir les émissions diffusées les 19 et 31 août 2017.

La radio a également reçu, le 13 novembre 2017 sur ses antennes, le tradipraticien Abdoul Aziz Karim BANDE. Au cours de l'émission, ce dernier s'est présenté aux auditeurs et a fait la promotion des produits traditionnels utilisés pour guérir différentes maladies.

Le 18 novembre 2017, la même radio a diffusé une publicité de quatre (04) minutes sous forme d'information sur le Centre Médical Curatif International des Sinusites (CMCIS). Le message publicitaire fait la promotion d'un produit appelé RL47 qui guérit à 100% les sinusites. Le prix, les lieux et les contacts qui permettent d'obtenir le produit sont également contenus dans le message.

#### **- Cas de la radio Horizon FM**

Il s'est agi, pour cette radio, des propos du tradipraticien Boukary KOUANDA, diffusés le 28 août 2017 sous forme d'interview. Après avoir donné des conseils pour éviter le paludisme, il a recommandé ses tisanes aux patients tout en les invitant à se faire traiter auprès de lui pour d'autres maux.

#### **- Cas de la radio Salankoloto**

La radio Salankoloto a reçu le Pasteur Hermann W. SAWADOGO, membre de l'Association Wendkouni pour le Développement de l'Afrique. Il s'agit d'une association qui fait, entre autres, la promotion des produits de la pharmacopée. Au cours de l'émission, le Pasteur présente son centre et les différents médicaments traditionnels dont il dispose. Après cette présentation s'en suivirent des témoignages de patients.

Il convient de signaler que la radio Optima a été auditionnée par le CSC en septembre 2017 suite à la diffusion d'une émission du genre sur ce centre.

La radio Salankoloto a également reçu Monsieur ATSOU Koffi, pour la promotion de son produit « Haute tension » dit naturel qui soignerait la paralysie, le diabète, etc. L'invité fait les éloges de son produit et invite les auditeurs à en acquérir.

#### **- Cas de la radio Ouaga FM**

La radio Ouaga FM dans sa plage « Avis et communiqués » a diffusé un communiqué portant sur la promotion d'un produit de la pharmacopée traditionnelle.

Le CSC a constaté que le contenu de ces émissions comportait des manquements à savoir :

- la violation de l'interdiction de faire la publicité de produits de la médecine traditionnelle, sans le visa du ministère de la santé,
- la diffusion de publicités interdites, notamment celle portant sur les établissements sanitaires.

Au regard des manquements constatés au sein des quatre (04) médias, le conseil a auditionné leurs responsables et a adressé à chacun d'eux une lettre d'observations.



### **- Cas de la télévision Canal 3**

La télévision Canal 3 a diffusé les 6, 20 et 22 août 2017, une émission sur les activités de l'Association Wendkouni pour le Développement de l'Afrique. Il s'agit des mêmes éléments diffusés par la radio Optima FM. La télévision a été auditionnée par le CSC en septembre 2017 suite à la diffusion de cette émission.

#### **4. Diffusion de publicités impliquant des enfants**

La **RTB/télévision** a diffusé, à plusieurs reprises sur ses antennes, une publicité relative à la promotion du savon en poudre OMO. Ladite publicité met en scène un enfant trainant à dessein une nappe de table et qui, sans raisons apparentes, se jette à terre, salissant ainsi ses habits.

Le CSC a estimé que cette publicité posait non seulement un problème de décence, mais aussi portait atteinte aux règles d'hygiène enseignées aux enfants. Il a attiré, par une lettre d'observations, l'attention des responsables de la RTB sur ces manquements.

#### **5. Changement de la grille de programme de Ouaga FM**

La radio « **Ouaga FM** » de Ouagadougou émettant sur la fréquence 105.2 Mhz a introduit dans sa grille de programme deux nouvelles émissions sans au préalable en aviser le CSC. La première, intitulée « **Concept** », a démarré le 16 octobre 2017, et la seconde, « **Ministère public** », le 27 octobre 2017.

La diffusion de ces deux émissions sans l'avis préalable du CSC constitue une violation de la convention portant règles particulières applicables à ce concessionnaire, signée le 28 août 2015 entre l'instance de régulation et la radio.

En effet, l'article 12 de ladite convention dispose que « *les grilles de programmes diffusés doivent être régulièrement communiquées à l'autorité concédante.*

*Toute modification de la grille est portée à la connaissance de l'autorité concédante deux mois avant son application ».*

Le CSC a adressé une lettre d'observations au Directeur général de la radio Ouaga FM de Ouagadougou afin de l'interpeller au respect strict des textes en vigueur.

## **Paragraphe 2 : Les manquements constatés dans le cadre des saisines**

Cinq (05) saisines du CSC ont été examinées au cours de l'année 2017 et ont porté sur diverses formes de manquements à la loi, à l'éthique et à la déontologie.

### **1. Plainte pour injures et propos de nature diffamante**

Ce manquement a été constaté lors de l'émission « Presse Echos » du 18 décembre 2016 animée par Monsieur Lookmann SAWADO. Il s'agit de propos tenus par Monsieur Mamadou Ali COMPAORE, journaliste à la RTB/Télé et qui ont été jugés violents à l'endroit des députés et des membres du Gouvernement.

Parlant des tablettes remises aux députés, Mamadou Ali COMPAORE a qualifié ceux-ci de « ripoux » et de « corrompus ».

Ce manquement a valu une audition des responsables de BFI suivie d'une lettre d'observations.

### **2. Plainte pour atteinte au droit à l'image**

Le 11 août 2017, Monsieur Inoussa KANAZOE, PDG de CIM METAL GROUP, a introduit une plainte contre le bimensuel « Courrier Confidentiel » pour l'usage abusif de son image et violation de son droit à l'image. Cette plainte fait suite à la publication de la photographie du plaignant par le « Courrier Confidentiel » dans son n° 136 du 25 juillet 2017 dont l'intitulé à sa « Une » était « **TENTATIVE D'ASSASSINAT DE INOUSSA KANAZOE : La face cachée d'une affaire brûlante** ».

A la suite de la saisine, le CSC a organisé une audition contradictoire à l'issue de laquelle une lettre d'observations a été adressée au Directeur de publication du journal, afin d'attirer son attention sur le respect des textes législatifs et réglementaires ainsi qu'en matière de déontologie.

### **3. Plainte de la communauté Ahmadiyya contre la radio « Al-Houda »**

Le CSC a été saisi le 21 août 2017 par l'Amir et chef missionnaire de la communauté Ahmadiyya du Burkina Faso, Souleymane KABORE, à l'effet d'examiner une plainte contre la radio Al-Houda. Le plaignant accuse la radio de diffusion régulière de propos dénigrants et injurieux contre la communauté Ahmadiyya. Il a pris l'exemple d'un prêche diffusé le dimanche 20 août 2017 entre 9 heures et 10 heures.

Le précheur traite la communauté Ahmadiyya en ces termes : « les Ahmadiyya sont considérés comme mécréants selon l'Islam. C'était lors d'un grand congrès à La Mecque parce qu'ils ont refusé les versets du Coran. Selon eux, après le prophète Mohamad (SAW), il est apparu un autre du nom de Hamad Goulam. ». Ces propos, en ce qu'ils traitent la communauté Ahmadiyya de mécréants, sont de nature vexatoire et constituent une injure contre cette communauté. Ces propos sont contraires aux conventions et aux cahiers des charges des médias qui font obligation à leurs responsables de veiller au respect des principes de tolérance religieuse en vue de la préservation de la coexistence pacifique entre les religions, voire de la cohésion sociale.

A cet effet, le CSC a organisé une audition contradictoire à l'issue de laquelle une lettre d'observations a été adressée au responsable de la radio Al-Houda.

#### **4. Plainte de Monsieur Dramane TOU contre le journal « Le Reporter »**

Le CSC a reçu le 9 octobre 2017 de la part de Monsieur Dramane TOU (Directeur général du SIAO), une plainte contre le journal « *Le Reporter* ». L'article, objet de la plainte, est un commentaire portant sur le jugement de l'affaire de détournement de 250 millions au SIAO, qui avait valu la condamnation de l'agent comptable et du caissier de cette structure.

Le plaignant reproche au bimensuel l'usage abusif de son identité et de son image à travers son article intitulé : « *Affaire malversation financière de 251 millions au SIAO : les non-dits d'un dossier aux relents de déni de justice !* », paru dans la livraison n°223 du 1<sup>er</sup> au 14 octobre 2017.

Le CSC a convoqué le plaignant et le Directeur de publication du journal pour une audition contradictoire. A l'issue de cette audition, l'instance de régulation est parvenue à la conclusion que l'atteinte à l'image invoquée par le plaignant n'était pas constituée, car l'image a été utilisée à des fins d'information.



#### **5. Plainte du Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation**

Le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation a saisi le CSC le 4 septembre 2017 d'une plainte visant à attirer son attention sur la diffusion, par certains médias, de réclames publicitaires d'établissements d'enseignement privés sans le visa préalable du ministère.

Le CSC, après analyse de la plainte, a organisé des séances de travail avec le Ministère afin de mieux réguler les publicités concernées.

#### **6. De la suspension d'émission**

L'émission *Biibénooré* qu'anime le promoteur de la radio Optima FM a été suspendue pour un (01) mois par le CSC.

La suspension qui a concerné la période du lundi 17 juillet au mardi 15 août 2017 a été décidée à la suite d'une audition de l'animateur le vendredi 14 juillet 2017. Il lui était reproché des manquements dans la conduite de l'émission produite en langue nationale mooré.

En effet, le CSC a relevé des propos injurieux et diffamatoires à plusieurs reprises dans ladite émission. L'animateur n'a pas nié les faits et a promis de s'améliorer.

En mai déjà, Monsieur Ambroise TAPSOBA avait fait l'objet d'une mise en demeure pour les mêmes raisons.

#### **Paragraphe 3 : Observation générale sur la pratique professionnelle des médias**

Le monitoring des médias permet d'apprécier le niveau de professionnalisme de ceux-ci.

Il y a lieu de reconnaître que le niveau de la pratique professionnelle des médias burkinabè est globalement bien apprécié. Le cadre juridique et institutionnel est favorable à la liberté de la presse.

De ce qui précède découle le bon classement annuel du Burkina Faso au nombre des pays où la liberté de la presse s'exerce au mieux depuis quelques années par les structures internationales.

Des efforts réels sont en effet fournis dans le respect du pluralisme et de l'équilibre de l'information, de l'éthique et de la déontologie.

Cependant, de nombreuses violations sont encore constatées. Le CSC devra donc poursuivre ses efforts en matière de sensibilisation et d'accompagnement des médias.

## ***SECTION 2 : LE CONTENTIEUX***

### **Paragraphe 1 : le contentieux des actes de régulation**

#### **1. Affaire bimensuel « L'Evènement » contre le CSC**

Ce contentieux fait suite à la décision N°2016-002/CSC portant suspension de la publication du journal L'Evènement du 19 février au 19 mars 2016.

En rappel, ladite décision a été prise par le Conseil le 19 février 2016 après la publication d'un article intitulé « *les poudrières du Burkina* », par le journal l'Evènement, dans sa parution N°320 du 10 février 2016, dans la rubrique politique à la page 8. Cet article comportait en illustration une carte géographique indiquant les différents dépôts d'armes et de munitions du pays ; ce qui constituait pour le CSC une violation du secret militaire, notamment dans un contexte de crise sécuritaire.

Le 22 février 2016, le journal a déposé par devant le Tribunal administratif de Ouagadougou deux requêtes, dont l'une aux fins de sursis à exécution, et l'autre en annulation de la décision sus-citée.

Le requérant a obtenu gain de cause pour la première requête le 03 mars 2016 devant le Tribunal Administratif de Ouagadougou.

Contre cette première décision du Tribunal Administratif, le CSC a interjeté appel devant le Conseil d'Etat le 09 mars 2016.

Malgré l'appel interjeté par le CSC contre la décision du juge administratif, le journal est paru avant l'épuisement de la période visée dans la décision du CSC. A noter qu'à l'époque, l'appel devant le Conseil d'Etat avait un effet suspensif.

Le Conseil d'Etat s'est penché sur l'appel contre le sursis le 12 décembre 2017 et l'a déclaré sans objet. Mais le recours initial en annulation de la décision du CSC n'a pas pu être examiné par le Tribunal administratif au cours de l'année 2017.

## **2. Affaire ASIA contre CAIDES et le CSC**

Ce contentieux porte sur la gestion de la radio islamique « Al Mafaz » de Bobo-Dioulasso. En effet, deux associations, l'Association du Succès Islamique de l'Appel (ASIA) et le Comité d'Appel Islamique et de Développement Socio-économique (CAIDES), se disputent la paternité de la radio.

Des faits, il ressort que l'autorisation initiale d'exploitation de cette radio a été accordée à l'ASIA en 2003. En 2009, le CSC a renouvelé avec l'ASIA la convention et l'autorisation d'exploitation de la Radio Al Mafaz, suivant l'arrêté n°2009-0031/CSC/CAB.

Cependant, courant 2012, des responsables supposés de la radio ont écrit au CSC pour lui signifier que ASIA devenait CAIDES et demandaient, de ce fait, un avenant à la convention initiale pour matérialiser ce changement. C'est cet avenant signé le 04 juin 2012 entre le CSC et le CAIDES qui a été l'objet du contentieux engagé depuis le 03 août 2015 par l'ASIA par devant le Tribunal Administratif de Bobo-Dioulasso.

Dans son délibéré du 25 août 2016, le Tribunal Administratif a déclaré la requête de l'ASIA recevable dans la forme et bien fondée dans le fond.

Le CAIDES a interjeté appel par devant le Conseil d'Etat contre la décision d'annulation. L'appel a été notifié au CSC au début de l'année 2017. Toutefois, le Conseil d'Etat ne s'est pas prononcé durant l'année 2017.



## **Paragraphe 2 : le contentieux lié à la gestion administrative**

### **1. Contentieux relatif à la Vice-présidence du CSC**

Au cours de l'année 2017, le Conseil d'Etat a mis un terme au contentieux relatif à la Vice-présidence du CSC.

En rappel, suite au remplacement du Vice-président, Monsieur Désiré COMBOÏGO, par ses pairs en novembre 2015, celui-ci avait saisi le Tribunal administratif de Ouagadougou pour voir annuler le procès-verbal d'élection d'un nouveau Vice-président.

Le requérant a obtenu le sursis à exécution du PV d'élection devant le Tribunal Administratif. Contre ce premier jugement, le CSC avait interjeté appel devant le Conseil d'Etat. Mais avant la décision du Conseil d'Etat, le Tribunal administratif, qui avait été saisi par ailleurs d'un recours en annulation proprement dit, avait ordonné l'annulation du PV en question.

Le CSC a de nouveau interjeté appel de cette décision du Tribunal devant le Conseil d'Etat.

Dans son arrêt du 12 décembre 2017, Le Conseil d'Etat s'est prononcé sur les deux appels du CSC. Il a déclaré le premier comme étant sans objet, et le second, mal fondé. Le Conseil d'Etat avait donc rejeté cet appel, vidant ainsi entièrement ce dossier.

### **2. Contentieux sur des réclamations de salaires**

Courant décembre 2017, six (06) agents du CSC ont introduit des recours en justice contre des retenues opérées sur leurs salaires pour faits d'absences ou de refus de rejoindre leurs postes d'affectation.

Trois (03) requêtes ont été initiées dans ce sens. Le premier dossier était une assignation en référé d'heure à heure par devant la Présidente du tribunal du travail de Ouagadougou. Cette procédure a été engagée par quatre agents.

Les deux autres recours étaient des demandes de référé administratif-suspension par devant les présidents des tribunaux administratifs de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso.

Tous ces dossiers n'ont pu être examinés par les différentes juridictions saisies durant l'année 2017.

**3. Contentieux relatif à l'acte du Président du Faso nommant un Président suppléant au CSC**

Le Conseiller Bakary Alexandre SANOU a introduit, en décembre 2017, une requête aux fins de référé administratif-suspension de l'arrêté n°2017-022/PRES/CAB du 20 octobre 2017 signé par le Directeur du Cabinet du Chef de l'Etat portant nomination d'un Président Suppléant au CSC, par devant Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Ouagadougou.

Ce contentieux n'a pu être examiné en 2017.

## CHAPITRE IV : SUIVI ET ACCOMPAGNEMENT DES MEDIAS

Au regard des manquements récurrents constatés dans les médias, le CSC a entrepris de nombreuses activités d'accompagnement pédagogique.

A cet effet, et au-delà des activités de régulation courante, le CSC a organisé des tournées de formation, de sensibilisation et de contrôle des médias.

### SECTION I : MISSIONS DE FORMATION ET DE SENSIBILISATION

#### Mise en œuvre du Programme d'urgence « Médias et Sécurité » du CSC.

Cette session de formation est la première de la série du genre que compte mener le CSC dans le cadre du programme d'urgence « Médias et sécurité », lancé le 21 avril 2017. La première session de la série de formations a eu lieu à Dori. Elle a regroupé une vingtaine de journalistes venus des différentes localités de la Région du Sahel.

Au regard de l'importance du rôle que jouent les médias en matière d'information, de sensibilisation et de formation des citoyens, et pour éviter les dérives, il est impératif pour le CSC d'outiller les hommes de médias sur la problématique du traitement de l'information dans un contexte de menace terroriste.

Les centres d'intérêts des échanges ont porté sur :

- les règles établies en matière de traitement de l'information en général, et de l'information d'ordre sécuritaire en particulier ;
- les difficultés d'accès à l'information juste en cas d'attaque du fait d'un manque de collaboration entre les FDS et les médias ;
- la méconnaissance par les FDS des règles qui régissent le métier de journaliste et vice versa.

Quant aux conditions de travail des médias de la Région du Sahel, les représentants des médias ont d'abord estimé qu'ils faisaient des efforts pour respecter les règles éthiques et déontologiques qui régissent leur métier.



Ils ont ensuite regretté les pressions et menaces dont ils étaient l'objet. Il s'agit des interpellations à suspendre des émissions, des appels téléphoniques anonymes, et même des envois de photos d'attaques à des journalistes pour les intimider.

En outre, ils ont dénoncé les *fake news* (fausses nouvelles) sur les réseaux sociaux et invité le CSC à réagir plus fermement face aux agissements de certains grands médias de la capitale qui s'adonnent à cette pratique.

Enfin, certains responsables de médias ont dit avoir réaménagé leur grille de programmes, supprimé des émissions interactives et modifié les heures de fermeture de leur radio du fait de l'insécurité grandissante.

A l'issue des échanges, les participants ont fait des suggestions et recommandations qui se résument essentiellement à ce qui suit :

- associer la Commission de l'informatique et des libertés aux rencontres prévues par le CSC ;
- initier des formations dans le Soum sur les prêches dans les médias ;
- organiser une formation sur le fonctionnement des FDS à l'endroit des journalistes et vice-versa ;
- mener un plaidoyer auprès de la hiérarchie militaire pour une meilleure protection des journalistes et de leurs sources sur le terrain ;
- recommander à la hiérarchie des FDS la désignation d'un répondant communicateur auprès de chaque structure déconcentrée.

Le souci d'informer du journaliste se heurte souvent à la nécessaire réserve des Forces de défense et de sécurité, eux qui ont besoin souvent de l'effet de surprise pour assurer une réussite à leurs interventions sur le terrain.



Photo de famille de fin de formation sur le thème « Médias et sécurité » à Dori le 21 février 2017

## ***SECTION 2 : MISSIONS DE CONTROLE***

### **Paragraphe 1 : les contrôles liés au fonctionnement des médias**

#### **1. Visite de la Radio Bankuy du Groupe Horizon FM à Dédougou**

Le CSC a effectué une mission de contrôle de la Radio Bankuy du Groupe Horizon FM à Dédougou, Région de la Boucle du Mouhoun, du 24 au 26 janvier 2017.

La mission avait principalement pour objet la recherche d'éléments de réponses sur l'identité réelle du gestionnaire de la radio. Il est ressorti des investigations qu'un transfert de gestion de la radio avait été opéré entre son promoteur, Monsieur Moustapha THIOMBIANO, et Monsieur Maxime KONE.

Au regard des conclusions de la rencontre, Monsieur Maxime KONE a été auditionné par le CSC, qui lui a d'abord expliqué les procédures d'acquisition d'une fréquence, avant de l'inviter à attendre le prochain appel à candidature pour soumissionner.

Monsieur Moustapha THIOMBIANO, demeurant le propriétaire de la radio, interpellé à son tour, a expliqué qu'il avait mis fin au contrat qui le liait à Monsieur Maxime KONE pour la gestion de la radio. Il avait ensuite adressé au CSC une demande de délocalisation de la radio de son site initial.

L'audition a permis au CSC de comprendre que les difficultés de fonctionnement de la radio persistaient. Le promoteur de la radio a été informé du retrait possible de la fréquence si des mesures urgentes n'étaient pas prises pour remettre celle-ci en bon état de fonctionnement dans les conditions prévues par la convention d'exploitation.

En ce qui concerne la demande de délocalisation, il a été rappelé au promoteur les procédures légales à respecter.

## **2. Visite de contrôle des radios « Optima » et « Pulsar »**

Une mission de contrôle a été effectuée par le CSC, les 02 et 07 février 2017, dans les nouveaux sièges des radios commerciales « Optima » et « Pulsar » à Ouagadougou.

Ces deux radios avaient été délocalisées sans l'avis préalable du CSC ; ce qui constitue un manquement aux textes en vigueur.

A l'issue de la visite, le CSC a fait des observations aux responsables de ces médias et leurs situations respectives ont été régularisées par la suite.

## **3. Visite de contrôle de la télévision Canal 3**

Une mission de contrôle du CSC a été effectuée, le 14 septembre 2017, au nouveau siège de la télévision Canal 3 à Ouagadougou.

La mission avait pour objet de contrôler les nouvelles installations de la télévision, qui avait aménagé sur un nouveau site sans avis préalable de l'Autorité de régulation.

Le CSC a rappelé aux responsables de Canal 3 la nécessité d'un strict respect des mesures sécuritaires techniques exigées.

### **Paragraphe 2 : Tournées d'évaluation de l'état de fonctionnement des chaînes de télévision dans le cadre de la transition vers la TNT**

Du 02 au 04 mai 2017, le CSC a effectué des missions à Bobo-Dioulasso, Gaoua, Kaya et Ouagadougou en vue de faire un état des lieux des chaînes de télévision à admettre dans le premier multiplex de la TNT.



Au regard des données recueillies, des recommandations ont été faites à l'endroit du Gouvernement et de la Société Burkinabè de Télédiffusion (SBT).

A l'endroit du Gouvernement :

- fixer et communiquer les coûts de diffusion aux éditeurs de services le plus tôt possible, afin de permettre aux promoteurs de faire, en toute connaissance de cause, une option entre la diffusion nationale et une diffusion régionale ou locale. Ce choix permettra également au CSC d'arrêter leur positionnement dans le premier multiplex de la TNT.
- tenir compte du pouvoir d'achat des populations dans la fixation des tarifs relatifs aux équipements comme les décodeurs, afin de s'assurer que le maximum de foyers sera équipé pour la réception des chaînes TNT, conformément au droit à l'information du public garanti par la Constitution ;
- définir, en accord avec les autorités de régulation (CSC, ARCEP), le schéma national d'extinction de l'analogique.

A l'endroit de la Société Burkinabè de Télédiffusion :

- intensifier la communication en direction du grand public, à travers une large campagne d'information et de sensibilisation ;
- poursuivre la sensibilisation des populations sur les types d'équipements permettant la réception des chaînes TNT ainsi que leur mode d'usage.

C'est sur la base d'un rapport du CSC que la composition du premier multiplex a été arrêtée, et le lancement officiel de la diffusion en TNT intervenu le 28 décembre 2017.



# DEUXIEME PARTIE

## RENCONTRES, COOPERATION ET PARTENARIAT





## **CHAPITRE I : RENCONTRES AU PLAN NATIONAL**

### **SECTION 1 : LES VISITES DE TRAVAIL AVEC LES PARTENAIRES DU CSC**

#### **Paragraphe 1 : les audiences et entretiens**

##### **1. Visite de l'UBESTV au CSC**

La Présidente du CSC, Madame Nathalie SOME, a reçu la visite de courtoisie du Bureau de l'Union Burkinabè des Editeurs de Services de Télévision (UBESTV) le 7 février 2017. Conduit par son Président, Monsieur Issouf SARE, par ailleurs Directeur général de la chaîne de télévision BF1, le bureau est venu présenter à l'instance de régulation des médias la nouvelle association qui a pour objectif de défendre les intérêts des éditeurs de services audiovisuels.

Monsieur Issouf SARE et ses collaborateurs ont exposé à la Présidente du CSC la préoccupation des éditeurs de services de télévisions privés en lien avec l'avènement de la télévision numérique terrestre (TNT). Ils ont également souhaité une concertation avec le CSC pour un plaidoyer auprès des autorités publiques en faveur des promoteurs des médias en vue de relever les défis et enjeux de la TNT.

##### **2. Rencontre d'échanges entre le CSC et les promoteurs des médias audiovisuels**

La Présidente du CSC a rencontré, le vendredi 10 mars 2017, les promoteurs et/ou responsables des médias audiovisuels de la ville de Ouagadougou pour échanger sur le traitement de l'information dans un contexte marqué par l'insécurité et l'incivisme.

La rencontre a connu la participation des Conseillers et de cadres du CSC.

Au terme de cette activité, les participants ont convenu de ce qui suit :

- inviter les Forces de Défense et de Sécurité à communiquer davantage sur les questions sécuritaires, d'une part, et d'autre part, le CSC à mener ce plaidoyer auprès des FDS ;
- initier des actions de formation des journalistes et animateurs ;

- travailler à éliminer la concurrence malsaine entre médias, bien souvent à l'origine de certaines dérives ;
- sanctionner les médias indécents pour l'exemple ;
- créer une plateforme d'accès à l'information militaire ;
- traiter les médias sur un pied d'égalité, notamment en permettant à tous les médias privés de bénéficier des mêmes traitements en ce qui concerne l'accès à l'information gouvernementale,
- interpeller fréquemment les médias, notamment par l'institution d'un cadre périodique de concertation et de s'interroger sur leurs bilans ;
- renforcer l'accompagnement de l'Etat dans le développement des entreprises de presses privées.

Une rencontre similaire a été organisée le 13 mars 2017 avec les responsables des entreprises de presse écrite et en ligne.

Les participants ont convenu de ce qui suit :

- attirer l'attention des membres du gouvernement sur la nécessité d'entreprendre une nouvelle forme de communication ;
- inviter les Forces de défense et de sécurité à communiquer davantage autour des questions sécuritaires pour éviter la psychose au sein de la population ; le CSC a été invité à aller à la rencontre des FDS pour mener le plaidoyer ;
- poursuivre la campagne d'éducation aux médias pour sensibiliser le public sur la production et la consommation de l'information ;
- rendre disponible un guide pratique du journaliste par le CSC en attendant l'élaboration d'une charte de traitement de l'information en temps de crise par les associations professionnelles de journalistes ;
- donner plus de moyens au CSC pour recenser les manquements aux règles déontologiques et les communiquer aux médias de façon hebdomadaire ;
- éviter de relayer les informations liées aux communautés pour ne pas stigmatiser certaines populations ;
- créer une rubrique sur le site d'information du gouvernement dans laquelle les médias et le public peuvent vérifier les rumeurs ;

- demander aux FDS de collaborer davantage avec les journalistes sur le terrain ;
- initier des actions de formation au profit des journalistes et animateurs afin de tendre progressivement vers la spécialisation des acteurs.

### **3. Entretiens avec les responsables de Canal+ et DSTV**

Au cours de l'année 2017, le CSC a eu une série d'entretiens avec les responsables de CANAL+ et ceux de DSTV. Ces entretiens avaient principalement pour objet, la situation des redevances dues par la société Multichoice (DSTV) et la diffusion en clair de la chaîne nationale par CANAL+.

Sur la situation de DSTV, les représentants de Canal+ et de DSTV ont été invités à payer les arriérés au titre des années 2012 à 2017.

Quant à la diffusion en clair de la chaîne nationale, Canal + a été invité à mettre tout en œuvre pour rendre disponible le signal de la RTB sans abonnement.

## **Paragraphe 2 : les rencontres de travail**

### **1. Séance de travail entre le CSC et les consultants de l'étude d'audit sur la cyber-législation**

Le CSC a eu une rencontre d'échanges, le 15 mars 2017, avec les consultants de l'étude d'audit sur la cyber-législation au Burkina Faso.

La rencontre avait pour objet d'échanger sur l'étude commanditée par l'Assemblée nationale relative à l'audit de la cyber-législation au Burkina Faso et qui avait porté sur le diagnostic des textes sur le contrôle des contenus des médias sur Internet.

Il s'est agi de recueillir les besoins d'actualisation des textes juridiques relatifs au secteur de l'audiovisuel et les attentes par rapport à l'environnement global du numérique au Burkina Faso.



## **2. Séance de travail sur la relecture des textes relatifs aux redevances du secteur de l'audiovisuel**

Dans le cadre de la relecture des textes sur les redevances applicables aux distributeurs de services télévisuels à péage et aux médias internationaux, le CSC a tenu plusieurs rencontres de concertation au cours de l'année 2017 avec les ministères en charge des Finances et de la Communication.

Organisées à l'initiative du CSC, ces rencontres visaient à mettre en œuvre les nouvelles dispositions de la loi de 2015 sur l'audiovisuel<sup>1</sup> instituant une taxe d'entrée sur le marché de l'audiovisuel d'une part, et de réviser le décret relatif à la contribution financière des sociétés internationales de radiodiffusion d'autre part.

Elles ont abouti à la transmission des avant-projets de texte y relatifs au Gouvernement par l'entremise du Ministère en charge de la communication. Ce qui a permis l'adoption des deux textes suivants :

- le décret n°2017-1129/PRES/PM/MINEFID/MCRP du 30 novembre 2017 portant autorisation de perception de la taxe de concession d'entrée sur le marché burkinabè de l'audiovisuel ;
- le décret n°2017-1128/PRES/PM/MINEFID/MCRP du 30 novembre 2017 portant autorisation de perception de la redevance applicable aux éditeurs de services de radios et de télévisions à vocation internationale et aux distributeurs de services audiovisuels à péage.

## **3. Séance de travail avec les experts de la commission de l'UEMOA dans le cadre de la mission d'évaluation du cadre législatif et réglementaire de la concurrence au Burkina Faso**

En marge du séminaire national d'information et de sensibilisation sur la législation communautaire en matière de concurrence au sein de l'UEMOA, le CSC a eu une séance de travail, le 03 mai 2017, avec les experts de la Commission de l'UEMOA.

<sup>1</sup> loi n°059-2015/CNT du 4 septembre 2015 portant régime juridique de la radiodiffusion sonore et télévisuelle au Burkina Faso

La rencontre avait pour objet d'échanger sur les missions de l'instance de régulation et les évolutions de la législation communautaire en matière de concurrence.

#### **4. Rencontre d'échanges entre le CSC, la SBT et les éditeurs de services**

Le CSC a organisé une rencontre le 09 mai 2017 avec la SBT et les éditeurs de services télévisuels.

L'objectif était de donner des informations aux éditeurs sur l'avancement du processus de déploiement de la TNT et de recueillir leurs préoccupations.

Au terme des échanges, les préoccupations suivantes ont été exprimées :

- la situation de certains éditeurs de services télévisuels qui s'inquiétaient de la disponibilité des canaux dans le premier multiplex ;
- les coûts de diffusions non encore déterminés ;
- la faible communication sur le processus de la TNT ;
- l'inexistence d'un cahier de charges des médias publics.

A toutes ces préoccupations, le CSC et la SBT ont apporté des éléments de réponses.



TNT : rencontre d'échanges avec les éditeurs de service, le 9 mai 2017



#### **5. Médiation entre les organisations professionnelles des médias et la CORA/BF**

Suite à l'agression d'un animateur de Radio Omega par des membres de la Coalition pour la Renaissance Artistique au Burkina Faso (CORA/BF) qui lui reprochaient la non-diffusion de la musique burkinabè au cours de ses émissions, les organisations professionnelles des médias ont décidé de suspendre la diffusion des œuvres de certains artistes.

Le CSC a entrepris une médiation qui a permis une conciliation entre les différents acteurs, actée par une déclaration du 03 août 2017 des organisations professionnelles des médias, levant les mesures suspensives qu'elles avaient adoptées.

## CHAPITRE II : COOPERATION ET PARTENARIAT

La régulation des médias conduit à des actions de coopérations tant aux plans bilatéral que multilatéral. Dans ce cadre, le CSC a effectué des missions à l'étranger et reçu des partenaires en vue d'échanger sur la mise en œuvre de leurs missions communes ou d'activités connexes.

### SECTION 1 : COOPERATION MULTILATERALE

#### Paragraphe 1 : Séjour à Ouagadougou des Présidents de la Plateforme des régulateurs de l'audiovisuel des pays membres de l'UEMOA et de la Guinée

Les Présidents de la Plateforme des Régulateurs de l'Audiovisuel des pays membres de l'UEMOA et de la Guinée ont, sur invitation du CSC, séjourné au Burkina Faso du 24 février au 05 mars 2017. Ce séjour, organisé en marge de la 25<sup>e</sup> édition de la Biennale du Cinéma Africain, était l'occasion pour ces personnalités de mener d'importantes autres activités dont :

- la participation aux cérémonies d'ouverture et de clôture du FESPACO ;
- l'audience avec le Chef de l'Etat ;
- la tenue de la 5<sup>e</sup> conférence de la Plateforme.

Créée le 4 mars 2014 à Ouagadougou, la Plateforme des Régulateurs de l'Audiovisuel des pays membres de l'UEMOA et de la Guinée est un cadre de mutualisation des compétences des instances de régulation des pays membres.

Sur un total de neuf pays que compte la Plateforme, à l'exception de la Guinée Bissau, sept ont répondu à l'invitation du CSC. Il s'agit de la Guinée, du Benin, du Togo, du Mali, du Niger, du Sénégal, et de la Côte d'Ivoire (pays invité d'honneur).

La 5<sup>e</sup> Conférence tenue le 02 mars 2017, sous la Présidence de Monsieur Abdourahmane OUSMANE, Président du CSC du Niger, a été l'occasion pour les

présidents présents de relancer les activités de la Plateforme, longtemps interrompues suite au décès du Président de la HAAC/Togo qui en assurait la présidence.

Le déroulement de l'ordre du jour a permis de porter à la tête de la Plateforme Madame Martine CONDE, Présidente de la HAC/Guinée, avant d'aborder d'autres points non moins importants tels que la gouvernance de la structure, sa visibilité, et les difficultés rencontrées dans le paiement des cotisations annuelles.



Participation à la Conférence africaine de Rabat au Maroc sur le thème  
« Protection de l'enfance et éducation aux médias », les 23 et 24 novembre 2017

## Paragraphe 2 : Participation aux activités des Réseaux

Le CSC a pris part, les 23 et 24 novembre 2017 à Rabat au Maroc, à la Conférence Africaine sur le thème « **Protection de l'enfance et éducation aux médias** »

Organisée par la Haute Autorité de Communication Audiovisuelle (HACA) du Maroc sous le Très Haut Patronage de sa Majesté le Roi Mohammed VI, la Conférence a connu la participation d'instances de régulation de plusieurs pays, de structures de défense et de protection de droits de l'enfance dont l'UNICEF.

Le CSC a donné une communication sur « *l'expérience du CSC du Burkina Faso en matière de protection de l'enfance* ».

A l'instar des autres instances de régulation présentes, le CSC a diffusé des capsules vidéos réalisées et traitant de la question de l'utilisation de l'internet et des réseaux sociaux par les jeunes de moins de seize ans.



Communication sur l'expérience du CSC du Burkina Faso en matière de protection de l'enfance à la Conférence africaine à Rabat au Maroc, les 23 et 24 novembre 2017



## ***SECTION 2 : COOPERATION BILATERALE***

### **Paragraphe 1 : Coopération technique**

Le CSC a effectué une mission technique à Rabat au Maroc, du 19 au 23 mars 2017. Il s'est agi, au cours de cette mission, d'étudier le fonctionnement technique de la solution HACA- Médias- Solutions (HMS) pour le monitoring des médias au Maroc afin de s'en inspirer.

### **Paragraphe 2 : Voyage d'étude**

La Présidente du CSC, Madame Nathalie SOME a, du 04 au 07 juin 2017, sur invitation du PDG de la "Radio Médil", monsieur Hassan KHIYAR, effectué une mission à Tanger au Royaume du Maroc afin de s'imprégner du fonctionnement de "Médil radio", bénéficiaire de la fréquence 90.3 MHZ pour la diffusion de ses programmes au Burkina Faso.





# TROISIEME PARTIE

## GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE



## **CHAPITRE I : GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

### ***SECTION I : GESTION ADMINISTRATIVE***

Au plan administratif, l'année 2017 a été marquée par une crise et un dysfonctionnement de l'appareil administratif du CSC. Cette crise a entraîné un redéploiement du personnel en août 2017. Elle a été surtout marquée par l'arrestation de la présidente et du responsable de l'administration et des finances pour faits de gestion. Elle a aussi vu l'arrivée de Monsieur Jean De Dieu VOKOUMA à la tête de l'Institution comme Président suppléant en septembre 2017 pour assurer la gestion courante.

#### **Paragraphe 1 : Ressources humaines**

##### **1. Le personnel en service**

L'effectif du CSC au 31 décembre 2017 se présente ainsi qu'il suit :

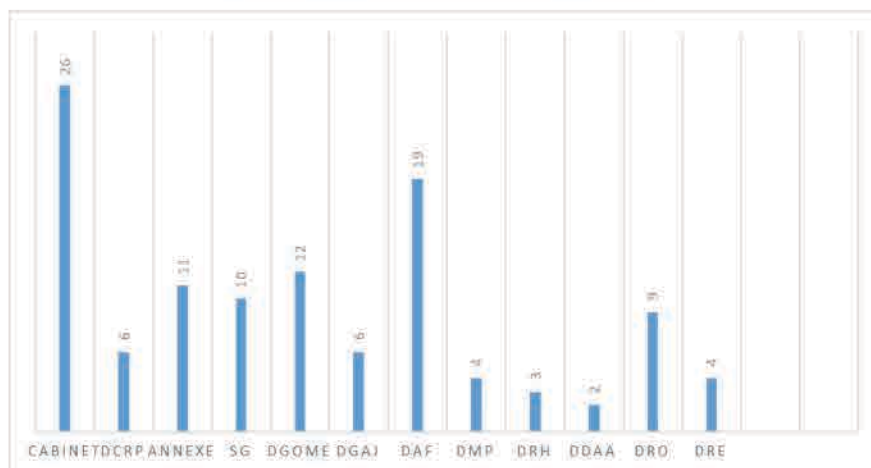
- Conseillers : 09 ;
- Fonctionnaires : 56 ;
- Contractuels : 41 ;
- Policiers : 04 ;
- Gendarmes : 02.

L'effectif total des agents tous statuts confondus au 31 décembre 2017 était de cent-douze (112) contre cent-dix (110) en 2016, soit un taux d'accroissement de 1,82%.

Cette augmentation s'explique par l'entrée en fonction de sept (07) agents, grâce au recrutement sur mesures nouvelles de 2016-2017, et le départ de cinq (05) dont trois (03) admis à faire valoir leur droit à la retraite pour limite d'âge et deux (02) en fin de contrat.

La répartition du personnel par structures est illustrée par le graphique ci-dessous :

Graphique 14 : répartition du personnel par structure



Le CSC, dans l'accomplissement de sa mission, est aidé par des Représentants provinciaux (RP), au nombre de sept (07).

## 2. Départs à la retraite

Trois (03) agents ont été admis à faire valoir leurs droits à la retraite pour limite d'âge en 2017. Ce sont :

- ✓ BANCE Hama, précédemment Gardien au CSC, le 31/12/2017 ;
- ✓ KARAMBIRI Sékou, précédemment Conseiller du CSC, le 31/12/2017 ;
- ✓ KONSEIBO Jean-Paul, précédemment Chargé de mission au CSC, le 29/12/2017.



Présidium de l'Assemblée Générale ordinaire du personnel, le 9 février 2017

## **Paragraphe 2 : Assemblées générales et œuvres sociales**

Au titre de l'année 2017, deux (02) assemblées générales ordinaires ont été organisées.

La première assemblée générale ordinaire, tenue le 09 février 2017, a été consacrée au bilan des activités de 2016 et à la présentation du programme d'activités 2017.

La deuxième assemblée générale ordinaire est intervenue le 09 juin 2017 ; elle se voulait être une occasion pour informer le personnel sur sa réquisition dans le cadre des élections municipales partielles du 28 mai 2017.

La Mutuelle des travailleurs du CSC a été relativement inactive en 2017. Néanmoins, elle a pu assurer ses activités essentielles, c'est-à-dire, l'assistance des membres lors des événements sociaux, l'octroi aux membres de prêts scolaires et de soutien.





Le personnel du CSC réuni en assemblée générale ordinaire, le 9 février 2017

## ***SECTION 2 : RENFORCEMENT DES CAPACITES ET DISTINCTIONS HONORIFIQUES***

### **Paragraphe 1 : Renforcement des capacités**

Plusieurs formations en vue du renforcement des capacités du personnel du CSC ont eu lieu en 2017, il s'agit de :

- la formation et l'assistance du personnel à l'utilisation des outils bureautiques ;
- la formation sur le top Management du 5 au 7 juillet 2017 à Loumbila.

### **Paragraphe 2 : Distinctions honorifiques**

Au total, treize (13) personnalités et agents du CSC ont été promues et nommées dans plusieurs ordres :

**Grade de Commandeur de l'Ordre du Mérite des Arts, des Lettres et de la Communication avec Agrafe Radiotélévision Presse Ecrite**

- ✓ ILBOUDO/CONDE Martine, Présidente de la HAAC de la Guinée

**Grade d'Officier de l'Ordre du Mérite des Arts, des Lettres et de la  
Communication avec Agrafe Radiotélévision Presse Ecrite**

- ✓ COULIBALY Seydou, ancien Secrétaire général du CSC
- ✓ HIEN/FAO Kadidia, Représentante provinciale du CSC
- ✓ KIENOU Boureima dit Jules, Représentant provincial du CSC
- ✓ KOUMOURIPOA Foassé, MDL Chef en service au CSC
- ✓ KABORE Tibila Lazare, Assistant de police en service au CSC
- ✓ ZOUNDI Adama, Assistant de police en service au CSC
- ✓ NEYA Babou Achille, Chauffeur au CSC
- ✓ DA Gnarkité, Journaliste
- ✓ IDO Batio, Journaliste
- ✓ Radio GOULOU de Pô/Nahouri
- ✓ Radio M'Ballo Anndal de Tangangari/Séno
- ✓ SOMDA Samuel, Promoteur de radio

## CHAPITRE II : GESTION FINANCIERE ET MATERIELLE

### SECTION I : GESTION FINANCIERE

Au titre de la gestion financière et comptable de l'année 2017, le CSC a mené les activités suivantes :

- le recouvrement des recettes,
- l'exécution des dépenses,
- l'élaboration de l'avant-projet de budget 2018 de l'Institution.

#### Paragraphe 1 : Recouvrement des recettes

Sur une prévision de 145 000 000 de F CFA, le recouvrement des recettes s'établit à 7 500 000 de F CFA, soit un taux de réalisation de 05,17%.

Les détails du recouvrement sont consignés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 16 : Etat d'exécution du recouvrement des recettes

INTITULE	PREVISION DES RECETTES (en F CFA)	RECOUVREMENT DES RECETTES (en F CFA)	TAUX %
Contribution financière des Société Radiodiffusion Sonores et Télévisu	145 000 000	7 500 000	05,17%
<b>TOTAUX</b>	145 000 000	7 500 000	05,17%

#### Paragraphe 2 : Exécution des dépenses

L'exécution du budget 2017 est dans l'ensemble satisfaisante.

Les dotations budgétaires s'élevaient à 906 102 000 F CFA pour des dépenses effectives de 789 242 446 F CFA.

La situation d'exécution des dépenses du programme se présente comme suit :

**Tableau 17 : Etat d'exécution des dépenses**

Programme	Prévision (en F CFA)	Exécution (en F CFA)	Taux
115- Régulation du secteur de la communication	906 102 000	789 242 446	87,10%
<b>TOTAUX</b>	<b>906 102 000</b>	<b>789 242 446</b>	<b>87,10%</b>

Source : CID

La situation d'exécution des dépenses par nature se présente comme suit :

**Tableau 18 : Etat d'exécution des dépenses par nature**

Nature de dépenses	Exercice 2017		
	Prévision (en F CFA)	Exécution (en F CFA)	Taux
<b>DEPENSES COURANTES</b>	<b>877 487 000</b>	<b>732 012 446</b>	<b>83,42%</b>
Dépenses de personnel	311 617 000	307 015 946	98,52%
Dépenses d'acquisition de biens et services	453 197 000	313 598 500	69,20%
Dépenses de transferts courants	112 673 000	111 398 000	98,87%
<b>DEPENSES EN CAPITAL</b>	<b>50 000 000</b>	<b>28 615 000</b>	<b>57,23%</b>
Investissement exécutés par l'Etat	50 000 000	28 615 000	57,23%
<b>TOTAUX</b>	<b>906 102 000</b>	<b>789 242 446</b>	<b>87,10%</b>

Source : CID

La situation d'exécution des dépenses par actions se présente comme suit :

**Tableau 19 : Etat d'exécution des dépenses par actions**

Actions	Exercice 2017		
	Prévision (en F CFA)	Exécution (en F CFA)	Taux
115.01: Régulation de l'offre médiatique audiovisuelle	521 520 000	514 337 446	98,62%
115.02: Observation du contenu des médias	148 062 000	133 304 000	90,03%
115.03: Contrôle des équipements techniques des médias audiovisuels	28 581 000	18 407 500	64,40%
115.04 : Documentation et archives	14 087 000	9 331 000	66,24%
115.05 : Pilotage et soutien aux services du CSC	193 852 000	113 862 500	58,74%
<b>TOTAUX</b>	<b>906 102 000</b>	<b>789 242 446</b>	<b>87,10%</b>

Source : CID

### Paragraphe 3 : Elaboration de l'avant-projet de budget 2018

L'avant-projet de budget 2018 a été élaboré conformément aux dotations contenues dans le Document de Programmation Pluriannuelle et d'Exécution Budgétaire (DPPEB) 2018-2020, qui s'élevait à 1 355 717 000 FCFA, 1 061 310 000 F CFA et 834 712 000 F CFA respectivement pour 2018, 2019 et 2020.



## ***SECTION 2 : RESSOURCES MATERIELLES***

Le CSC dispose de ressources matérielles composées entre autres de bâtiments, de matériel roulant, de mobilier et matériel de bureau, de matériel informatique et de matériel spécifique de communication audiovisuelle.

### **Paragraphe 1 : Bâtiments**

Les bâtiments, propriété du CSC, se composent de trois (03) bâtiments à usage de bureau et d'un (01) bâtiment à usage de logement.

Les trois (03) bâtiments à usage de bureaux sont repartis de la manière suivante :

- un bâtiment R+3 à Ouagadougou abritant le siège de l'Institution,
- un bâtiment R+1 à Bobo-Dioulasso abritant la Délégation Régionale de l'Ouest,
- un bâtiment à Fada N'Gourma abritant la Délégation Régionale de l'Est.

Le bâtiment à usage de logement est situé au sein de la Délégation Régionale de l'Ouest.

En outre, le CSC utilise un bâtiment R+1 pris en bail comme annexe, abritant deux (02) directions techniques au niveau central.

### **Paragraphe 2 : Matériel roulant**

Le CSC dispose d'un parc roulant constitué de vingt (20) véhicules automobiles et cinq (05) motocyclettes répartis comme suit :

- 17 véhicules automobiles et quatre (04) motocyclettes au siège ;
- 2 véhicules automobiles et une (01) motocyclette à la Délégation Régionale de l'Ouest ;
- 1 véhicule automobile à la Délégation Régionale de l'Est.

La majorité des véhicules qui composent le parc roulant du CSC se trouvent dans un état de vétusté. Par conséquent, un entretien permanent et un renforcement de ce parc s'avèrent nécessaires pour permettre à l'Institution d'assurer pleinement sa mission de contrôle de l'espace médiatique sans cesse croissant.

### **Paragraphe 3 : Autres matériels**

Ils sont constitués de mobilier et matériel de bureau et de logement (fauteuils, chaises, tables, meubles de rangement, postes téléviseurs, postes radio, climatiseurs, lits, etc.), de matériels spécifiques de communication audiovisuelle (baie, console de mixage, haut-parleur, caméra, mesureur de champ, station de travail, etc.) et de matériel informatique (ordinateurs, imprimantes, photocopieuses, onduleurs, etc.).

Beaucoup de ces matériels sont usagés par manque d'entretien courant et/ou par la durée ou fréquence d'utilisation, d'où la nécessité de procéder à de nouvelles acquisitions.



## QUATRIEME PARTIE

### ACQUIS, PERSPECTIVES ET RECOMMANDATION



## **CHAPITRE I : ACQUIS**

Malgré la situation d'antagonisme dans la strate supérieure du CSC, il faut reconnaître que le Collège des Conseillers sous la présidence de Madame Nathalie SOME a globalement engrangé des résultats positifs.

### ***SECTION 1 : DE LA CONTRIBUTION A L'APAISEMENT DU CLIMAT SOCIAL***

#### **Paragraphe 1 : Une régulation de proximité dans un contexte sensible**

La régulation de la communication sociale dans le contexte post-insurrectionnel, a été marqué, par de fortes interpellations démocratiques par le canal des médias, dont certaines auraient pu charrier le socle de la cohésion socio-politique nationale.

Des concertations et des formations ancrées sur des approches pédagogiques ont permis d'atténuer les risques auxquels exposait l'excessive libération de la parole citoyenne.

#### **Paragraphe 2 : L'éducation aux médias : une approche pédagogique du CSC**

La campagne d'éducation aux médias, une première dans notre système médiatique, qui a permis non seulement d'interpeller les médias sur la problématique des contenus en corrélation avec leur responsabilité sociale, mais aussi d'éveiller la conscience des citoyens sur le recul critique nécessaire qu'ils doivent observer par rapport aux flux informationnels.

### ***SECTION 2 : DU DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL***

#### **Paragraphe 1 : L'élaboration du Plan stratégique 2017-2021**

L'adoption d'un plan stratégique 2017-2021, pour se conformer aux orientations fondamentales des politiques publiques de développement économique et social du Burkina Faso, l'action de la gouvernance devant désormais reposer sur une vision prospective à travers les budgets programmes dans le cadre de projets conçus pour être mis en œuvre dans le court, moyen et long termes. Le plan stratégique du CSC met en évidence les grandes actions inscrites dans son agenda de 2017 à 2021.





Vue des participants lors du lancement du plan stratégique 2017-2021, le 31 janvier 2017 à la Salle de conférences de la DGCOOP

#### **Paragraphe 2 : La recherche de financement des actions inscrites dans le plan stratégique**

- le programme d'urgence « Médias et Sécurité » initié par le CSC a permis d'organiser des rencontres de formations et d'échanges dans les grandes régions du Burkina Faso avec les hommes de médias, les Forces de Défense et de Sécurité (FDS), les responsables administratifs, politiques, coutumiers et religieux sur la problématique du traitement de l'information dans le contexte d'insécurité actuel.

En plus de ces actions de formations viennent s'ajouter d'autres initiatives pour le renforcement des capacités opérationnelles des conseillers et du personnel.



Vue des participants lors du lancement du programme d'urgence « Médias et sécurité », le 21 avril 2017 dans la Salle de conférences du CSC



Présidium du lancement du programme d'urgence « Médias et sécurité », le 21 avril 2017

## CHAPITRE II : PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS

### SECTION I : PERSPECTIVES

Au nombre des perspectives, il y a celles qui s'inscrivent dans le court, moyen et long terme.

#### Paragraphe 1 : Perspectives à court terme

Les perspectives immédiates du CSC portent sur :

- la relance des activités de monitoring, épine dorsale des missions du CSC, par l'acquisition d'un système plus performant dénommé HMS ;
- l'apaisement du climat social ;
- la restauration de l'image du CSC qui s'est fortement détériorée incidemment aux clivages internes et aux conflits avec les médias.

S'inscrivent aussi dans l'urgence, outre celles déjà énoncées, les actions qui doivent accompagner l'avènement de la TNT (le déploiement des chaînes à vocation nationale ou régionale, l'appel à candidatures pour répondre aux attentes pressantes d'opérateurs désireux de faire leur entrée dans le paysage médiatique national, et les textes à prendre pour parachever l'architecture réglementaire de la TNT).

#### Paragraphe 2 : Perspectives à moyen et long termes

Les autres perspectives du CSC s'inscrivent dans le moyen et long termes portent sur :

- la relecture des cahiers des charges des médias audiovisuels privés avec l'avènement de la TNT ;
- l'adoption du cahier des charges des médias publics (recommandations récurrentes du CSC depuis 1997) ;
- la définition des relations fonctionnelles entre le CSC, la SBT et l'ARCEP. Une rencontre avec le Ministère en charge de la communication, l'ARCEP et le CSC permettrait de clarifier le rôle des différents acteurs ;
- la dynamisation des Délégations régionales du CSC ;
- l'appui institutionnel à l'Observatoire Burkinabè des Médias (OBM) pour ancrer l'autorégulation.

## ***SECTION 2 : RECOMMANDATIONS***

Les présentes recommandations sont faites aux pouvoirs publics. Elles portent sur :

- la nécessité d'accroître les ressources budgétaires destinées à la formation du personnel du CSC. Ces ressources budgétaires sont restées stables depuis une dizaine d'années. Elles ne sont plus en adéquation avec l'accroissement du personnel et la nécessité de réunir des profils diversifiés pour la régulation efficiente du secteur de la communication ;
- l'adoption du cahier de charges des médias publics, conformément à la loi ;
- la refonte du statut juridique de la SBT, la société d'Etat n'étant pas adaptée à la structure en raison des exigences de rentabilité ;
- l'augmentation des ressources allouées au Fonds d'appui à la presse privée ;
- la détermination d'un coût non prohibitif pour la diffusion des programmes des éditeurs de services dans le cadre de la TNT.



## CONCLUSION

Malgré la crise vécue par le CSC en 2017, il faut bien reconnaître que de nombreuses activités ont été menées.

Le rapport 2017, que le nouveau Collège a pris la charge d'élaborer au nom de la continuité du service public, se révèle cependant incomplet ; d'autres données relatives à des activités conduites n'ont pu en effet être décrites du fait de la défaillance des équipements techniques.

Face à l'imminence de l'avènement de la TNT, qui pourrait conduire à l'accroissement du nombre de télévisions privées, il est impératif que l'acquisition d'équipements techniques performants de monitoring soit rangée au premier plan des préoccupations du CSC.

Il y a, à cet égard, de bonnes perspectives dans le cadre de la coopération.

La relance optimale des activités de régulation des médias repose sur ce préalable ; ce à quoi s'attèlent actuellement les responsables du CSC.

Au bilan, la crise vécue par le CSC en 2017 a fragilisé son action dans l'année de référence. Ce bilan reste cependant globalement positif, en dehors des problèmes qui ont remis en cause la légitimité sociale de l'Institution.

## TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE .....	7
SIGLES ET ABBREVIATIONS .....	9
PREMIERE PARTIE : ACTIVITES DE REGULATION DES MEDIAS.....	16
CHAPITRE I : ACTIVITES DE REGULATION.....	18
<b>SECTION 1 : REGULATION DE L'OFFRE MEDIATIQUE.....</b>	<b>18</b>
Paragraphe 1 : Octroi d'autorisations et signature de conventions.....	18
1. Octrois d'autorisations .....	18
2. Signature de conventions .....	19
Paragraphe 2 : Déclarations d'existence.....	20
<b>SECTION 2 : SUIVI DU FONCTIONNEMENT DES MEDIAS.....</b>	<b>20</b>
Paragraphe 1 : Examens des bilans financiers et moraux des médias audiovisuels .....	20
Paragraphe 2 : Activités de contrôle technique des médias audiovisuels privés .....	21
CHAPITRE II : MONITORING DE LA PRESSE ECRITE, DES MEDIAS AUDIOVISUELS ET DE LA PRESSE EN LIGNE.....	22
<b>SECTION 1: LE MONITORING PAR CATEGORIE DE MEDIAS.....</b>	<b>24</b>
Paragraphe 1 : Etat des lieux de pluralisme de l'équilibre et de l'information en presse écrite.....	24
1. Statistiques des NP et NI au titre des quotidiens.....	24
2. Statistiques des NP et NI au titre des périodiques.....	32
Paragraphe 2 : Etat des lieux du pluralisme et de l'équilibre de l'information dans les médias audiovisuels .....	34
1. Dans les médias audiovisuels publics.....	36
2. Dans les médias audiovisuels privés .....	41
Paragraphe 3 : Etat des lieux du pluralisme et de l'équilibre de l'information dans la presse en ligne.....	45
1. Statistiques dans la presse en ligne .....	46
2. au niveau de la presse en ligne .....	50
Paragraphe 4 : Difficultés rencontrées dans la collecte des données sur le pluralisme et l'équilibre de l'information dans les médias.....	51
<b>SECTION 2 : GESTION DU DISCOURS POLITIQUE PENDANT LES ELECTIONS MUNICIPALES PARTIELLES COMPLEMENTAIRES DU 28 MAI 2017.....</b>	<b>51</b>
Paragraphe 1 : Adoption de textes réglementaires.....	51
Paragraphe 2 : Observation des contenus médiatiques.....	52
CHAPITRE III : MANQUEMENTS DANS LA PRATIQUE PROFESSIONNELLE DES MEDIAS ET CONTENTIEUX.....	53

<b>SECTION 1 : MANQUEMENTS CONSTATES DANS LE CADRE DES AUTO- SAISINES ET DES SAISINES.....</b>	<b>53</b>
Paragraphe 1 : Les auto-saisines.....	53
1. Informations jugées inexactes.....	54
2. Diffusion de « messages de campagne » après la clôture de la campagne électorale.....	54
3. Diffusion de publicités sur les produits de la pharmacopée ou sur les établissements sanitaires.....	55
4. Diffusion de publicités impliquant des enfants.....	57
5. Changement de la grille de programme de Ouaga FM.....	57
Paragraphe 2 : Les manquements constatés dans le cadre des saisines.....	58
1. Plainte pour injures et propos de nature diffamante.....	58
2. Plainte pour atteinte au droit à l'image.....	58
3. Plainte de la communauté Ahmadiyya contre la radio « Al-Houda ».....	58
4. Plainte de Monsieur Dramane TOU contre le journal « Le Reporter ».....	59
5. Plainte du Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation.....	60
6. De la suspension d'émission.....	60
Paragraphe 3 : Observation générale sur la pratique professionnelle des médias.....	60
<b>SECTION 2 : LE CONTENTIEUX.....</b>	<b>61</b>
Paragraphe 1 : le contentieux des actes de régulation.....	61
1. Affaire bimensuel « L'Evènement » contre le CSC.....	61
2. Affaire ASIA contre CAIDES et le CSC.....	62
Paragraphe 2 : le contentieux lié à la gestion administrative.....	63
1. Contentieux relatif à la Vice-présidence du CSC.....	63
2. Contentieux sur des réclamations de salaires.....	63
3. Contentieux relatif à l'acte du Président du Faso nommant un Président suppléant au CSC.....	64
CHAPITRE IV : SUIVI ET ACCOMPAGNEMENT DES MEDIAS.....	65
<b>SECTION 1 : MISSIONS DE FORMATION ET DE SENSIBILISATION.....</b>	<b>65</b>
<b>SECTION 2 : MISSIONS DE CONTROLE.....</b>	<b>67</b>
Paragraphe 1 : les contrôles liés au fonctionnement des médias.....	67
1. Visite de la Radio Bankuy du Groupe Horizon FM à Dédougou.....	67
2. Visite de contrôle des radios « Optima » et « Pulsar ».....	68
3. Visite de contrôle de la télévision Canal 3.....	68
Paragraphe 2 : Tournées d'évaluation de l'état de fonctionnement des chaînes de télévision dans le cadre de la transition vers la TNT.....	68



DEUXIEME PARTIE : RENCONTRES, COOPERATION ET PARTENARIAT .....	70
CHAPITRE I : RENCONTRES AU PLAN NATIONAL.....	72
<b>SECTION 1 : LES VISITES DE TRAVAIL AVEC LES PARTENAIRES DU CSC.....</b>	<b>72</b>
Paragraphe 1 : les audiences et entretiens.....	72
1. Visite de l'UBESTV au CSC .....	72
2. Rencontre d'échanges entre le CSC et les promoteurs des médias audiovisuels.....	72
3. Entretiens avec les responsables de Canal+ et DSTV.....	74
Paragraphe 2 : les rencontres de travail .....	74
1. Séance de travail entre le CSC et les consultants de l'étude d'audit sur la cyber-législation.....	75
2. Séance de travail sur la relecture des textes relatifs aux redevances du secteur de l'audiovisuel.....	75
3. Séance de travail avec les experts de la commission de l'UEMOA dans le cadre de la mission d'évaluation du cadre législatif et réglementaire de la concurrence au Burkina Faso.....	75
4. Rencontre d'échanges entre le CSC, la SBT et les éditeurs de services .....	76
5. Médiation entre les organisations professionnelles des médias et la CORA/BF.....	77
CHAPITRE II : COOPERATION ET PARTENARIAT.....	78
<b>SECTION 1 : COOPERATION MULTILATERALE.....</b>	<b>78</b>
Paragraphe 1 : Séjour à Ouagadougou des Présidents de la Plateforme des régulateurs de l'audiovisuel des pays membres de l'UEMOA et de la Guinée.....	78
Paragraphe 2 : Participation aux activités des Réseaux.....	80
<b>SECTION 2 : COOPERATION BILATERALE.....</b>	<b>81</b>
Paragraphe 1 : Coopération technique .....	81
Paragraphe 2 : Voyage d'étude .....	81
TROISIEME PARTIE : GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE.....	82
CHAPITRE I : GESTION DES RESSOURCES HUMAINES.....	84
<b>SECTION 1 : GESTION ADMINISTRATIVE.....</b>	<b>84</b>
Paragraphe 1 : Ressources humaines .....	84
1. Le personnel en service .....	84
2. Départs à la retraite .....	85
Paragraphe 2 : Assemblées générales et œuvres sociales .....	86
<b>SECTION 2 : RENFORCEMENT DES CAPACITES ET DISTINCTIONS HONORIFIQUES.....</b>	<b>87</b>

Paragraphe 1 : Renforcement des capacités .....	87
Paragraphe 2 : Distinctions honorifiques.....	87
CHAPITRE II : GESTION FINANCIERE ET MATERIELLE.....	89
<b>SECTION 1 : GESTION FINANCIERE.....</b>	<b>89</b>
Paragraphe 1 : Recouvrement des recettes .....	89
Paragraphe 2 : Exécution des dépenses .....	89
Paragraphe 3 : Elaboration de l'avant-projet de budget 2018 .....	91
<b>SECTION 2 : RESSOURCES MATERIELLES .....</b>	<b>92</b>
Paragraphe 1 : Bâtiments .....	92
Paragraphe 2 : Matériel roulant .....	92
Paragraphe 3 : Autres matériels.....	93
QUATRIEME PARTIE : ACQUIS, PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS .....	95
CHAPITRE I : ACQUIS.....	97
<b>SECTION 1 : DU POINT DE VUE DE LA CONTRIBUTION A L'APAISEMENT DU CLIMAT SOCIAL.....</b>	<b>97</b>
Paragraphe 1 : Une régulation de proximité dans un contexte sensible .....	97
Paragraphe 2 : L'éducation aux médias : une approche pédagogique du CSC .....	97
<b>SECTION 2 : DU POINT DE VUE DU DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL.....</b>	<b>97</b>
Paragraphe 1 : L'élaboration du Plan stratégique 2017-2021 .....	97
Paragraphe 2 : La recherche de financement des actions inscrites dans le plan stratégique.....	98
CHAPITRE II : PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS.....	101
<b>SECTION 1 : PERSPECTIVES.....</b>	<b>101</b>
Paragraphe 1 : Perspectives à court terme .....	101
Paragraphe 2 : Perspectives à moyen et long termes .....	101
<b>SECTION 2 : RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>102</b>
CONCLUSION.....	103
TABLE DES MATIERES .....	104
ANNEXES .....	109







# ANNEXES

## **ANNEXE : LISTE DES ACTES JURIDIQUES 2017**

## DECISIONS

03	Décision n° 2017-003/CSC/SG/DRH/SGAPP du 14 février 2017 portant engagement à l'essai de Monsieur TARAMA Hamidou
04	Décision n° 2017-004/CSC/SG/DRH du 13 mars 2017 portant licenciement
05	Décision n° 2017-005/CSC/SG/DRH/SGAPP du 13 mars 2017 portant engagement de Monsieur TARAMA Hamidou en qualité de cuisinier
06	Décision n° 2017-006 /CSC/SG/DRH/SGAPP du 20 avril 2017 portant affectations d'agents au Conseil supérieur de la communication
07	Décision n° 2017-007/CSC du 09 mai 2017 portant respect des principes d'égalité d'accès, de pluralisme et d'équilibre de l'information par les médias publics pendant la campagne pour les élections municipales partielles et complémentaires du 28 mai 2017.
08	Décision n° 2017-008/CSC du 09 mai 2017 portant respect des principes de pluralisme et d'équilibre de l'information par les médias privés nationaux et internationaux pendant la campagne pour les élections municipales partielles et complémentaires du 28 mai 2017.
09	Décision n° 2017-009/CSC/SG/DRH du 09 juin 2017 accordant un congé administratif
10	Décision n° 2017-010/CSC/CAB/ du 22 juin 2017 Accordant un congé de maternité à Madame MILLOGO/PARE Evelyne Myrienne
11	Décision n° 2017-011/CSC/SG/DRH/SGAPP du 03 juillet 2017 portant création d'un pool secrétariat et affectations de secrétaires au CSC.
12	Décision n° 2017-012/CSC du 14 juillet 2017 portant suspension de l'émission intitulée « Bigbénonné » sur les antennes de la radio commerciale « Optima FM ».
13	Décision n° 2017-013/CSC/CAB/ du 14 juillet 2017 portant mise à pied de cinq (05) jours de Monsieur SARE Lassané.
14	Décision n° 2017-014/CSC/CAB/ du 17 juillet 2017 portant désignation d'une responsable du Pool secrétariat.
15	Décision n° 2017-015/CSC/SG/DRH/SGAPP du 10 avril 2017 portant affectations d'agents au Conseil supérieur de la communication.
16	Décision n° 2017-016/CSC/SG/DRH du 25 août 2017 accordant un congé administratif.
17	Décision n° 2017-017/CSC/CAB/ du 20 septembre 2017 accordant un congé de maternité à Madame OUEDRAOGO Tewendé S. Gertrude Raïssa.
18	Décision n° 2017-018/CSC/SG/DRH/SGAPP du 13 novembre 2017 accordant un prime de rendement de 10%.
19	Décision n° 2017-019/CSC/CAB/ du 17 novembre 2017 accordant un congé de maternité à Madame BASSAVET/NOMBRE Awa Adissa.
20	Décision n° 2017-020/CSC/SG/DRH/SGAPP du 15 décembre 2017 portant avancement
21	Décision n° 2017-021/CSC/SG/DRH/SGAPP du 19 décembre 2017 portant prolongation de l'engagement de Monsieur TARAMA Hamidou en qualité de cuisinier.

## ARRETES

<b>1</b>	Arrêté n° 2017-001/CSC/CAB du 20 janvier 2017, portant création, attributions et fonctionnement du Comité de suivi de la mise en œuvre du Plan stratégique 2017-2021 du Conseil supérieur de la communication.
<b>2</b>	Arrêté n° 2017-002/CSC/CAB du 20 janvier 2017, portant nomination des membres du Comité de suivi de la mise en œuvre du Plan stratégique 2017-2021 du Conseil supérieur de la communication.
<b>3</b>	Arrêté n° 2017-003/ CSC/CAB du 27 février 2017, portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à vocation internationale à la Société de radiodiffusion, « France Médias Monde SA »
<b>4</b>	Arrêté n° 2017-004/ CSC / CAB / du 03 février 2017, portant désignation d'un intérimaire au Secrétariat Général du Conseil supérieur de la communication.
<b>5</b>	Arrêté n° 2017-005/ CSC du 28 mars 2017, portant mise en place d'un comité de rédaction d'un plan de communication du Conseil supérieur de la communication.
<b>6</b>	Arrêté n° 2017-006/ CSC du 20 avril 2017, portant organisation, attributions et fonctionnement des commissions spécialisées du Collège des Conseillers du Conseil supérieur de la communication.
<b>7</b>	Arrêté n° 2017-007/CSC du 20 avril 2017, portant composition des commissions spécialisées du Conseil supérieur de la communication.
<b>8</b>	Arrêté n° 2017-008/CSC/CAB du 20 avril 2017, portant mise en place d'un comité chargé de l'organisation de la cérémonie de lancement du programme d'urgence « Médias et sécurité » du Conseil supérieur de la communication.
<b>9</b>	Arrêté n° 2017-009/ CSC /SG/DRH du 28 avril 2017, portant mise en place d'une commission d'examen et de sélection des dossiers de recrutement sur mesures nouvelles ordinaires 2016 et 2017.



<b>10</b>	Arrêté n°2017-010/ CSC /CAB du 28 avril 2017, portant mise en place d'un comité chargé de la conduite des activités de collecte de données sur les éditeurs de services dans le cadre du basculement en TNT au Burkina Faso.
<b>11</b>	Arrêté n°2017-011/ CSC /CAB du 28 avril 2017, portant mise en place d'un comité de suivi des activités du CSC entrant dans le cadre du basculement en TNT au Burkina Faso.
<b>12</b>	Arrêté n°2017-012/ CSC /CAB du 09 mai 2017, portant mise en place des équipes
<b>13</b>	Arrêté n°2017-013/ CSC /CAB du 18 mai 2017, portant modification de l'arrêté N° 2017-012/CSC/CAB portant composition des équipes chargées du contrôle du contenu des émissions spéciales et des finances dans le cadre des élections municipales partielles et complémentaires du 28 mai 2017
<b>14</b>	Arrêté n°2017-013/ CSC /CAB du 18 mai 2017 portant autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à vocation internationale, « Média1 Radio »
<b>15</b>	Arrêté n°2017-014/ CSC /CAB du 19 juin 2017 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère commercial à la Société de radiodiffusion sonore commerciale, « Amitié de Ouahigouya SARL »
<b>16</b>	Arrêté n°2017-015/ CSC /CAB du 19 juin 2017 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère commercial à la Société de radiodiffusion sonore commerciale, « Horizon FM SARL »
<b>17</b>	Arrêté n°2017-016/ CSC /CAB du 19 juin 2017 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère commercial à la Société de radiodiffusion sonore commerciale, « Radio Kourita »
<b>18</b>	Arrêté n°2017-017/ CSC /CAB du 19 juin 2017 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère commercial à la Société de radiodiffusion sonore commerciale, « Radio Nabonswendé SARL »
<b>19</b>	Arrêté n°2017-018/ CSC /CAB du 19 juin 2017 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère commercial à la Société de radiodiffusion sonore commerciale, « Ouaga FM SARL »

<b>20</b>	Arrêté n°2017-019/ CSC /CAB du 19 juin 2017 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère commercial à la Société de radiodiffusion sonore commerciale, «Pulsar Communication SARL»
<b>21</b>	Arrêté n°2017-020/ CSC /CAB du 19 juin 2017 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère commercial à la Société de radiodiffusion sonore commerciale, «Savane FM SARL»
<b>22</b>	Arrêté n°2017-021/ CSC /CAB du 19 juin 2017 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère commercial à la Société de radiodiffusion sonore commerciale, «Radio Wiskamba FM SARL»
<b>23</b>	Arrêté n°2017-022/ CSC /CAB du 21 juin 2017 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère communautaire à «l'Association pour la Radio Communautaire du Nahouri»
<b>24</b>	Arrêté n°2017-023/ CSC /CAB du 21 juin 2017 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère communautaire à la «Fédération des Groupements Wend-Yam de Kulkinka»
<b>25</b>	Arrêté n°2017-024/ CSC /CAB du 21 juin 2017 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère communautaire à la «Fédération Nationale des Groupement Naam»
<b>26</b>	Arrêté n°2017-025/ CSC /CAB du 21 juin 2017 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère communautaire à «l'Association Action Communautaire de Développement du Centre Nord»
<b>27</b>	Arrêté n°2017-026/ CSC /CAB du 21 juin 2017 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère communautaire à «l'Association Munyu des Femmes»
<b>28</b>	Arrêté n°2017-027/ CSC /CAB du 21 juin 2017 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère communautaire à «l'Association Benebnooma»
<b>29</b>	Arrêté n°2017-028/ CSC /CAB du 21 juin 2017 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère communautaire à «l'Association Galian»



30	Arrêté n°2017-029/ CSC /CAB du 21 juin 2017 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère communautaire à «l'Association Vive le Paysan»
31	Arrêté n°2017-030/ CSC /CAB du 21 juin 2017 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère communautaire à la Commune de Réo
32	Arrêté n°2017-031/ CSC /CAB du 21 juin 2017 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère confessionnel à «l'Archidiocèse de Ouagadougou»
33	Arrêté n°2017-032/ CSC /CAB du 21 juin 2017 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère confessionnel à «l'Eglise Protestante Evangélique au Burkina Faso»
34	Arrêté n°2017-033/ CSC /CAB du 21 juin 2017 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère confessionnel au «Diocèse de Dédougou»
35	Arrêté n°2017-034/ CSC /CAB du 21 juin 2017 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère confessionnel à «l'Association Office de Développement des Eglises Evangéliques»
36	Arrêté n°2017-035/ CSC /CAB du 21 juin 2017 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère confessionnel à la «Paroisse Saint Jean Marie VIANEY de Yako»
37	Arrêté n°2017-036/ CSC /CAB du 21 juin 2017 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère confessionnel au «Diocèse de Koudougou»
38	Arrêté n°2017-037/ CSC /CAB du 21 juin 2017 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère confessionnel au «Diocèse de Ouahigouya»
39	Arrêté n°2017-038/ CSC /CAB du 21 juin 2017 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère confessionnel à «l'Eglise de l'Alliance Chrétienne du Burkina Faso»

40	Arrêté n°2017-039/ CSC /CAB du 21 juin 2017 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère confessionnel au «Diocèse de Fada N'Gourma»
41	Arrêté n°2017-040/ CSC /CAB du 21 juin 2017 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère confessionnel à «l'Association Jeunesse pour Christ Burkina /BOBO»
42	Arrêté n°2017-041/ CSC /CAB du 21 juin 2017 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère confessionnel à «l'Association Jeunesse pour Christ Burkina /Ouahigouya»
43	Arrêté n°2017-042/ CSC /CAB du 21 juin 2017 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère confessionnel au «Diocèse de Diébougou»
44	Arrêté n°2017-043/ CSC /CAB du 23 juin 2017 portant mise en place d'un comité de sélection des agents partenaires du CSC en vue de distinctions honorifiques 2017
45	Arrêté n°2017-044/ CSC/SG/DRH/SGAPP du 10 août 2017 portant nomination de chefs de services au Conseil supérieur de la communication.
46	Arrêté n°2017-045/ CSC/SG/DRH/SGAPP du 10 août 2017 portant nomination d'une directrice de services au Conseil supérieur de la communication
47	Arrêté n°2017-046/ CSC/SG/DRH/SGAPP du 04 septembre 2017 portant mise en place d'un comité d'organisation du séminaire d'appropriation du processus de basculement en TNT au profit du Collège des Conseillers du Conseil supérieur de la communication.
48	Arrêté n°2017-047/ CSC/CAB du 25 octobre 2017 portant délégation dans le cadre de l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2017.
49	Arrêté n°2017-048/ CSC/SG du 07 novembre 2017 portant nomination d'un chef de services au DRO/Conseil supérieur de la communication

<b>50</b>	Arrêté n°2017-049/ CSC/CAB du 09 novembre 2017 portant mise en place d'un comité d'organisation de la cérémonie des distinctions honorifiques au Conseil supérieur de la communication
<b>51</b>	Arrêté n°2017-050/ CSC/CAB du 09 novembre 2017 portant mise en place d'un comité de réflexion chargé de l'élaboration du rapport bilan 2017 et du programme d'activités 2018 du Conseil supérieur de la communication.
<b>52</b>	Arrêté n°2017-051/ CSC/CAB du 17 novembre 2017 portant délégation de signature (donnée au Secrétaire Général)
<b>53</b>	Arrêté n°2017-052/ CSC/CAB du 17 novembre 2017 portant délégation de signature (donnée au DGAJ)
<b>54</b>	Arrêté n°2017-052/ CSC/CAB du 17 novembre 2017 portant modificatif de l'arrêté n°050 portant mise en place d'un comité de réflexion chargé de l'élaboration du rapport bilan 2017 et du programme d'activité 2018 du Conseil supérieur de la communication.





**CONSEIL SUPERIEUR DE LA COMMUNICATION  
DU BURKINA FASO**